ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1279 - 8 janvier 1993 - prix : 9 F

LES "ACQUIS SOCIAUX" DU CAPITALISME...

GAMMA



M 6189 - 1279 - 9,00 F

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Les "acquis sociaux" du capitalisme

Avec les froids du début de janvier, qui n'étaient pourtant pas exceptionnels, on en est pour le moment au douzième sans-abri mort de froid la nuit.

On nous a appris à cette occasion que, ces dernières années, le nombre de ceux que l'on appelle des "sans-domicile-fixe" a constamment augmenté pour atteindre aujourd'hui un chiffre jamais atteint, sans doute, depuis bien longtemps. Il y aurait de 200 000 à 500 000 sans-abri en France, selon qui le dit. Un pour cent de la population quand on compte tout le monde, et bien plus encore quand on calcule sur les plus de 20 ans. C'est le progrès social à reculons.

Cela a été l'occasion pour le ministre de la Culture de faire du spectacle en parlant d'ouvrir, la nuit, les gymnases et les préaux d'école. A quoi le ministre des Affaires sociales a répondu que les refuges existants n'étaient pas tous pleins. Ce qui n'a pas empêché des sans-abris de continuer à mourir.

Mais le vrai problème, le seul, c'est de savoir pourquoi dans un pays industrialisé, on n'a pas les moyens de loger ces sans-abri ? Comment se fait-il que leur nombre augmente ? Comment la société est-elle organisée pour qu'on puisse nous parler de réveillons dans certains grands restaurant à 3, 4 ou 5 000 F le repas, en même temps qu'on apprend que des centaines de milliers de personnes sont obligées de coucher dehors par tous les temps.

Quand on voit que le nombre de ceux qui n'ont pas le RMI pour vivre a encore grossi de plusieurs dizaines de milliers de personnes, on se dit qu'avec juste un peu plus de 2 000 F par mois, il n'est pas étonnant que le nombre de sans-abri augmente, car comment payer un loyer à l'heure actuelle, en plus du reste, avec une somme aussi dérisoire ?

Bien sûr, certains diront que ceux qui se clochardisent, sont des instables, des alcooliques, des inadaptés. C'est peut-être vrai pour certains, mais ce n'est pas une raison pour accepter une société qui les condamne à mourir en hiver, et cela n'explique pas pourquoi leur nombre augmente d'une année sur l'autre. Et ce n'est pas qu'en France, mais dans tous les pays "riches", USA compris.

La crise ? Mais qu'est-ce que la crise, sinon une période où les riches restent riches, où ceux qui travaillent s'appauvrissent, tandis que d'autres travailleurs deviennent des "secourus" à cause du chômage et que les pauvres deviennent chaque année encore plus pauvres.

Par contre, pour les riches cela va bien. Malgré quelques soubresauts le cours des actions en Bourse ne cesse de monter d'une année sur l'autre. La Bourse, à Paris, a gagné 5% en moyenne dans l'année et cela en plus des bénéfices distribués pour chaque action.

Il faut dire que si la production et les ventes diminuent ou n'augmentent pas (et comment les ventes augmenteraient-elles quand le pouvoir d'achat diminue ?), les entreprises maintiennent leurs bénéfices, voire les améliorent. En diminuant les frais, c'est-à-dire en diminuant le nombre de travailleurs et, par tout un tas de biais, en diminuant les salaires réels. Avec l'aide du gouvernement.

A l'autre bout de la chaîne, les caisses de chômage rognent ce qu'elles distribuent, la Sécurité sociale est constamment menacée de faillite, les hôpitaux ont de moins en moins les moyens de soigner et, l'hiver venu, on ne sait que faire des malheureux qui meurent dans les rues.

Et cela durera jusqu'au temps où les travailleurs et tous les pauvres se fâcheront pour de bon et, au lieu de demander du travail ou des secours, récupèreront l'argent là où il se trouve, dans les coffres des financiers et dans la poche des riches.

C'est toute la différence entre se résigner à devenir un jour des mendiants, ou se préparer tout de suite à être des révoltés.

Les vœux de Mitterrand-Chirac

NOUVEL AN VIEILLE COHABITATION

AFP



Comme on pouvait s'y attendre, Mitterrand d'une part et les ténors de la droite d'autre part n'ont pas manqué de profiter du nouvel an pour assaisonner leurs voeux à tous et à chacun de petites phrases pleines d'arrière-pensées électorales.

Ainsi Mitterrand a-t-il tenu à s'affirmer comme le garant du maintien des "acquis sociaux" dans le futur gouvernement, sous-entendu celui de la future cohabitation avec la droite qui, sans Mitterrand pour maintenir le cap, n'en ferait qu'une bouchée de ces acquis sociaux. Profession de foi pour le moins culottée de la part de celui qui se livre depuis douze ans, sous couvert des gouvernements socialistes successifs, à un jeu de massacre systématique contre ces mêmes acquis sociaux, de la Sécurité sociale à la retraite, en passant par l'assurance chômage et le pouvoir d'achat des salariés.

Pour ne pas être en reste, Chirac a rétorqué en affirmant que la droite visait à *"redresser, relever et rendre leur authenticité"* à ces acquis sociaux *"profondément remis en cause"* par la gauche au cours de ces dernières années. Surenchère tout aussi culottée et hypocrite bien sûr, mais surtout façon de se donner des airs de refus intransigeant de toute cohabitation.

Double hypocrisie car l'intransigeance toute verbale de Chirac n'a d'autre but que de le placer dans la lutte que se livrent les ténors de la droite pour le poste de Premier ministre après les prochaines législatives, et de président de la République pour plus tard. Pas question donc pour Chirac d'apparaître dans ces primaires au sein de la droite comme l'homme du compromis : ce serait faire la part trop belle à tous ses concurrents un peu moins défraîchis qui n'attendent qu'un signe de faiblesse pour postuler à la place de grand unificateur d'une droite toujours aussi divisée.

Mais bien sûr, derrière ce langage codé et ces belles phrases sur les acquis sociaux, c'est bien de préparer la cohabitation qu'il s'agit, pour Mitterrand comme pour Chirac. D'ailleurs, ils en ont l'habitude depuis 1986-88. Et comme à l'époque nul doute qu'ils se retrouveront bien d'accord sur les acquis sociaux comme sur le reste, pour essayer de faire avaler la douloureuse aux travailleurs.

F.R.

Électoralisme

UN VERT QUI SE PORTE AVEC TOUT

Dominique Voynet, l'une des porte-parole des Verts, invitée à l'émission *L'Heure de vérité"* n'a pas caché les ambitions, aussi bien celles des écologistes que les siennes propres. Si la loi électorale rend difficile l'élection d'écologistes lors des prochaines élections législatives, malgré l'accord signé entre les Verts et Génération Ecologie qui prévoit qu'ils présenteront des candidats communs, cela ne les écarte pas pour autant de la mangeoire. Dominique Voynet, interrogée sur l'éventualité d'une participation ministérielle, n'a que très mollement écarté cette hypothèse.

Elle a, pour ce faire, montré que toutes les portes politiques restaient ouvertes. Des portes à double battant. Celles de gauche restent entrouvertes, pour la symétrie, car elle a peu de chance, en mars prochain, de mener bien loin. En revanche, celles de droite, baptisées "centre" pour faire mieux dans le décor, risquent de déboucher sur des perspectives plus avenantes.

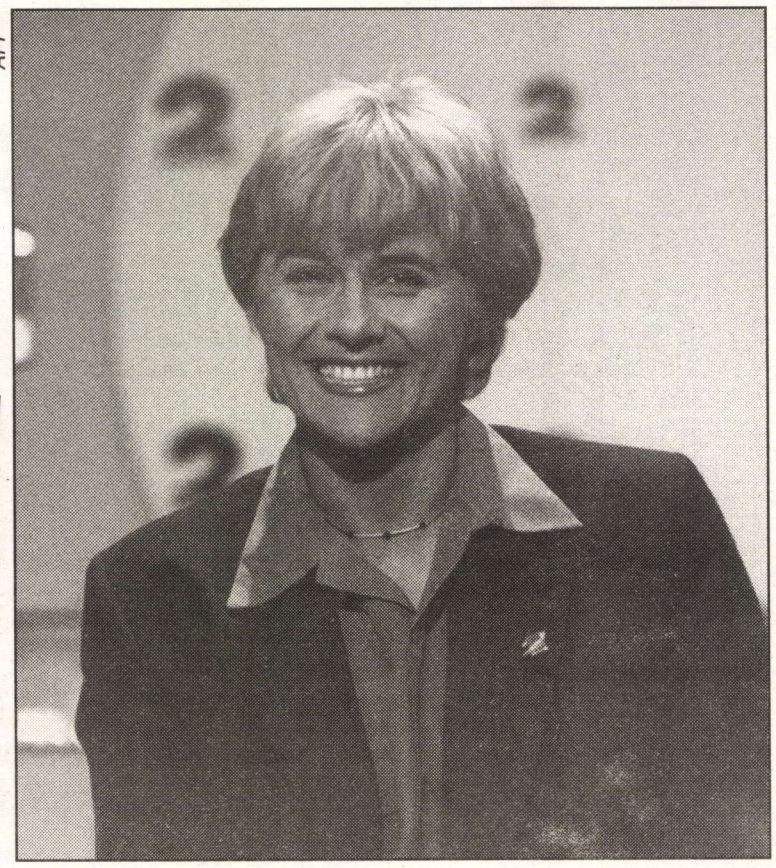
Evoquant la situation en Bosnie, Dominique Voynet s'est déclarée favorable *"à une intervention militaire internationale sous contrôle de l'ONU"*. Il ne faut pas confondre, a-t-elle dit, "pacifisme et passivité". Soit, mais cela ne l'empêche pas de se confondre avec tous ceux qui croient, ou contribuent à faire croire, que les dirigeants des puissances impérialistes, sous couvert de l'ONU ou pas, seraient des arbitres impartiaux, agissant pour le bien, le bonheur et la paix de tous; comme quoi on peut faire un préalable de l'abandon des essais nucléaires - que Lalonde a d'ailleurs su opportunément mettre entre parenthèses, le temps de sa participation au gouvernement - et être bien moins sourcilleux en ce qui concerne l'utilisation des armements conventionnels.

Par ailleurs elle a évoqué la situation sociale et économique en France. A propos du chômage, elle a proposé que l'on répartisse le travail entre tous et que l'on institue la semaine de trente-cinq heures, avec une répartition modifiée de la masse salariale. Mais qui, aujourd'hui, à droite ou à gauche, et même dans les milieux patronaux, ne brode pas sur ce thème ? Vraiment pas originaux, les Verts, malgré leur prétention affichée de faire du neuf ! Ils n'ont pas eu l'idée d'évoquer la possibilité que l'on s'en prenne aux profits des capitalistes, ce qui permettrait assurément une meilleure répartition des sacrifices, selon la formule qui, elle aussi, est beaucoup utilisée en ce moment. Et on nous dit que Dominique Voynet représenterait la tendance de gauche des Verts, ce qui traduit chez ceux qui prétendent cela un sérieux manque du sens de l'orientation.

Décidément, plus on se rapproche des échéances électorales, plus les combinaisons, voire les combines politiciennes deviennent apparentes. Hier on nous peignait tout en rose, aujourd'hui on voudrait nous faire voir l'avenir en vert. Mais derrière cela, à des nuances près, c'est la même marchandise que l'on voudrait nous voir bazarder.

J.-P. V.

AFP



Dominique Voynet à la télé.

Cercle Léon Trotsky

De l'"affaire de Panama" aux "affaires" en cours :

LES SCANDALES POLITICO-FINANCIERS UNE LONGUE TRADITION

Vendredi 29 janvier 1993 à 20h30

Salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor à Paris (5°)
Métro : Maubert-Mutualité
Participation aux frais : 20 F

FÊTE de Lutte Ouvrière

à Creil

samedi 6 février à partir de 16 h Salle des fêtes Georges Brassens à Villiers-Saint-Paul

Pendant qu'on laisse les sans-logis sur le pavé,



Alain Bau - Gamma

on sauve la mise aux requins de l'immobilier

DE

Les crédits des banques ont été engagés à l'époque où les prix flambaient, dans l'immobilier de bureaux et dans la construction de logements neufs. Promoteurs et banquiers se lançaient à chaque fois dans des opérations qui promettaient d'être encore plus juteuses que les précédentes. Jusqu'à... ce que la machine se grippe.

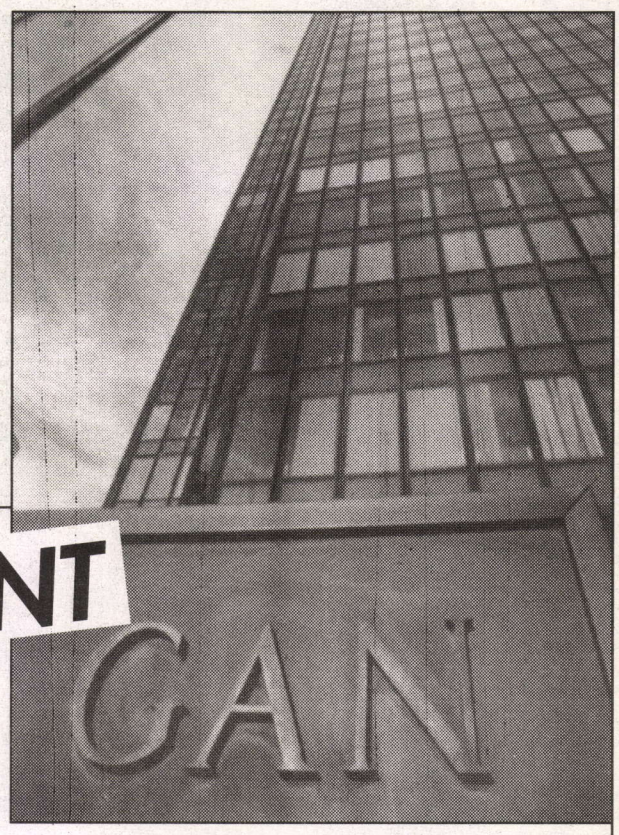
Si en cette période de crise on a le sentiment que les individus laissés-pour-compte de la société capitaliste peuvent bien crever, il n'en est pas de même des groupes financiers... Le n° 1 de la maison individuelle vient ainsi de se voir sauver la mise par les banques. Le Crédit Lyonnais vient d'entrer dans le capital de "Maisons Phénix" et de sauver celles-ci de la faillite.

Cela s'ajoute à la déjà longue liste des sauvetages de groupes immobiliers par les banques (et assurances) : Cogedim, Lucia (en fait l'empire SEERI-SARI de Pélerin), la SMCI (Pelège), le Groupe Pierre Premier, les Nouveaux Constructeurs... ce sont toutes les vedettes du monde de la promotion immobilière qui, ces dernières semaines, ont reçu massivement des fonds bancaires.

A dire vrai, si les promoteurs doivent beaucoup aux banques - au propre comme au figuré- précisément pour cette raison, celles-ci n'avaient guère le choix ; en tout cas le Crédit Lyonnais et la BNP, banques nationalisées que l'Etat a envoyées à la rescousse.

Avec, selon les estimations, entre 350 et 500 milliards d'engagements (à des titres divers) vis-à-vis du secteur de l'immobilier, les banques (et les compagnies d'assurances dont une partie des avoirs est obligatoirement gagée sur des biens immobiliers et qui sont, à ce titre, les premiers investisseurs immobiliers du pays) ne pouvaient pas se permettre de laisser couler les plus gros promoteurs, mis à mal par la crise qui règne dans l'immobilier après la fièvre spéculative des dernières années. Elles auraient alors risqué de ne plus revoir les capitaux placés dans ce secteur.

Aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, la même course à la spéculation immobilière a conduit, ces dernières années, à des faillites retentissantes de promoteurs (parmi les plus grands au monde), entraînant dans leur sillage des établissement financiers.



Quand la spéculation sur l'immobilier ne rend pas, ce sont les automobilistes qui payent le malus.

Assurances

LES COMPAGNIES SPÉCULENT LES ASSURÉS TRINQUENT

Les assurances automobiles vont augmenter leurs barêmes d'au moins 10 %. Elles prétextent une recrudescence des vols ainsi que les conséquences de la réforme du bonus-malus, entrée en vigueur à partir du 1er janvier 1992.

Aux dires des assureurs, la fréquence des vols aurait augmenté de 20 % sur la première moitié de l'année, tandis que les sinistres pour bris de glace et accidents sur des véhicules en stationnement auraient "explosé" depuis la suppression du gel du bonus pour ce genre de sinistre.

Que les déclarations de sinistres augmentent, c'est probable, puisque jusque-là le système dissuadait les automobilistes de demander le remboursement des frais. Mais à quoi serviraient les assurances-auto, si ce n'est à couvrir aussi ce genre de risques ?

Quant à justifier l'augmentation, c'est une autre histoire. D'ailleurs, déjà l'an dernier, les compagnies se plaignaient de leurs mauvais résultats pour justifier un relèvement de 10 à 15 % de leurs tarifs. Et à l'époque, les assureurs avaient déjà prévu qu'en 1993 l'augmentation se poursuivrait au même rythme. Les arguments invoqués aujourd'hui ressemblent donc à une justification pour faire avaler la pilule aux consommateurs.

D'autant que les assureurs ont bonne mine d'annoncer cette mesure, alors que tous les signes indiquent depuis plusieurs mois une diminution du nombre des accidents et des tués sur la route !

En fait, les assureurs cherchent, en prenant les automobilistes en otages, à faire pression sur le gouvernement qui leur a imposé d'élargir les risques couverts ; d'autre part ils veulent retaper leur trésorerie malmenée par les revers de la Bourse et de l'immobilier, notamment l'immobilier de bureaux et de prestige, domaine dans lequel ils ont amplement spéculé. Après avoir réalisé d'énormes profits au cours de ces dernières années, ils doivent aujourd'hui faire face à la chute des prix et à la mévente.

Quant à dire qu'ils seraient au bord du gouffre, c'est une autre histoire. En attestent les diverses opérations de rachat ou prises de participation dans des compagnies étrangères en vue de l'ouverture du marché européen, comme les 4 milliards récemment dépensés par les AGF pour détenir 25 % d'AMB, le deuxième assureur allemand, ou les 7 milliards que l'UAP était prête à ajouter aux 14 milliards déjà investis pour racheter Colonia, un autre groupe d'assurance allemand.

Mais quand les assureurs font des profits en spéculant, le bonus est pour eux. Et quand ils y perdent, le malus est pour les assurés.

R.M.

LA SPÉCULATION À LA CRISE

UN MONOPOLY GÉANT

En France, il y a plus d'un an, lorsque le marché de la pierre avait cessé d'apparaître aux spéculateurs comme un monopoly où l'on gagnerait à tous les coups, cela avait déjà provoqué la faillite de nombreux marchands de biens. Pour sembler plus solides, des promoteurs comme la SEERI (qui a réalisé, entre autres, la majeure partie de La Défense), ne l'étaient qu'à condition de soutien.

Alors, la "logique" économique qui, hier, voulait que ceux qui en avaient les moyens achetaient (presque) n'importe quels logements, garages ou locaux commerciaux, persuadés de pouvoir les revendre à bref délai avec un coquet bénéfice, aujourd'hui "gèle" des dizaines, des centaines de milliers de logements invendus. C'est que les banques et les promoteurs préfèrent "souffrir" - comme disent les journaux patronaux-, c'est-à-dire immobiliser pour un temps leurs capitaux, plutôt que de vendre à ce qu'ils estimeraient être à perte, puisque les prix des logements auraient, dit-on, diminué de 30% dans les quartiers les plus spéculatifs !

Au moment où une vague de froid fait qu'on apprend que des centaines de milliers de gens sont sans abri, le système financier et immobilier préfère geler ses logements et ses capitaux. Ce "sauvetage" des promoteurs par les banques n'est d'ailleurs même pas forcément une mauvaise affaire pour celles-ci quand elles récupèrent des immeubles, des tours, des bâtiments commerciaux.

DES PIERRES ET DES "BRIQUES"...

D'autant qu'elles savent aussi pouvoir compter sur l'Etat. A la mi-décembre on en a eu un exemple : préparées par une intense campagne du "lobby" immobilio-financier dans la presse et à la télévision, sur le mode "Quand le bâtiment va, tout va", des mesures de "soutien" au logement ont été annoncées par Sapin, le ministre du secteur.

Trois semaines plus tard, les mêmes reviennent à la charge : des statistiques sont publiées par les organisations professionnelles du bâtiment -et ce n'est pas par hasard- indiquant que le niveau de la construction est retombé à ce qu'il était en 1954 ; les banques pleurent sur le fait qu'elles vont devoir "provisionner" 40 milliards pour faire face aux difficultés des promoteurs.

ARC



Fièvre immobilière dans le quartier de La Défense

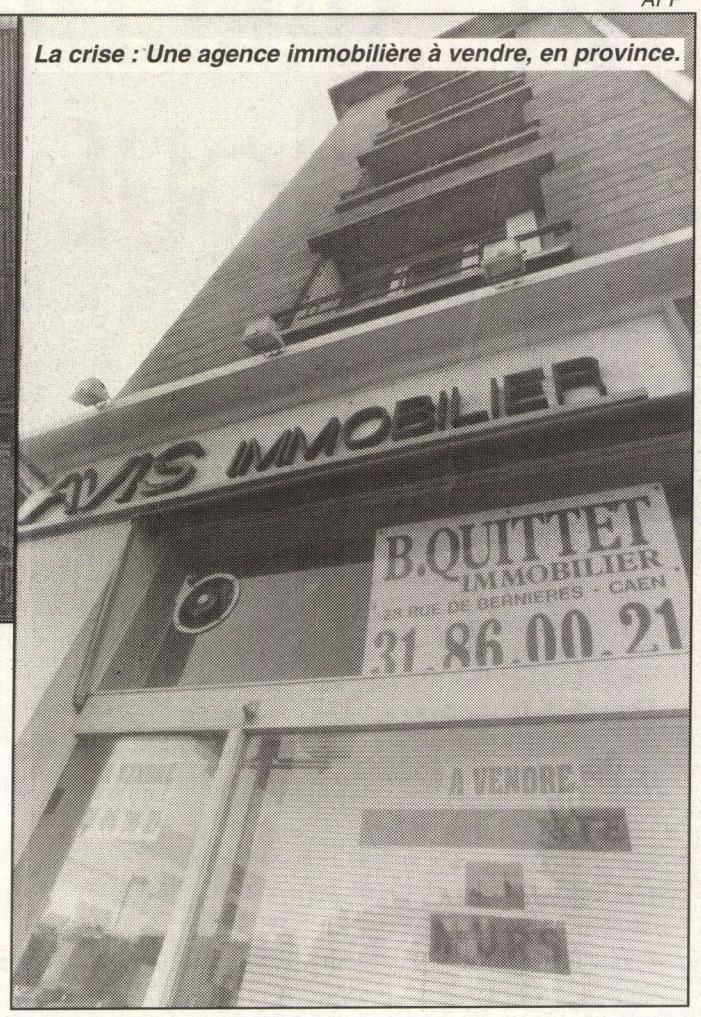
...ET SURTOUT L'AIDE DE L'ÉTAT

On apprendra sans doute sous peu que le gouvernement s'apprête à assouplir les quotas de fonds de réserve pour les assurances, à aider les banques à refinancer leurs prêts immobiliers, voire -il en est de plus en plus question- à retransformer en locaux d'habitation des immeubles de bureaux (sous prétexte de relancer la construction). Cela parfois dans les mêmes immeubles où la spéculation avait amené plus d'un marchand de biens à tourner la loi (à l'époque, en sens inverse), quand il était plus rentable d'expulser des habitants des centres villes pour mettre des sociétés commerciales à leur place...

En attendant, bien sûr, que ce soit par le biais du renoncement à percevoir certaines taxes immobilières, par le biais d'assouplissements réglementaires ou encore à cause des milliards injectés par les banques nationalisées dans la promotion, c'est à l'immense majorité de la population que l'Etat, les banques et les assurances présentent l'ardoise. Sans même que l'on soit sûr que cela dressera ne serait-ce qu'un toit supplémentaire au-dessus de la tête d'un mallogé...

P.L.

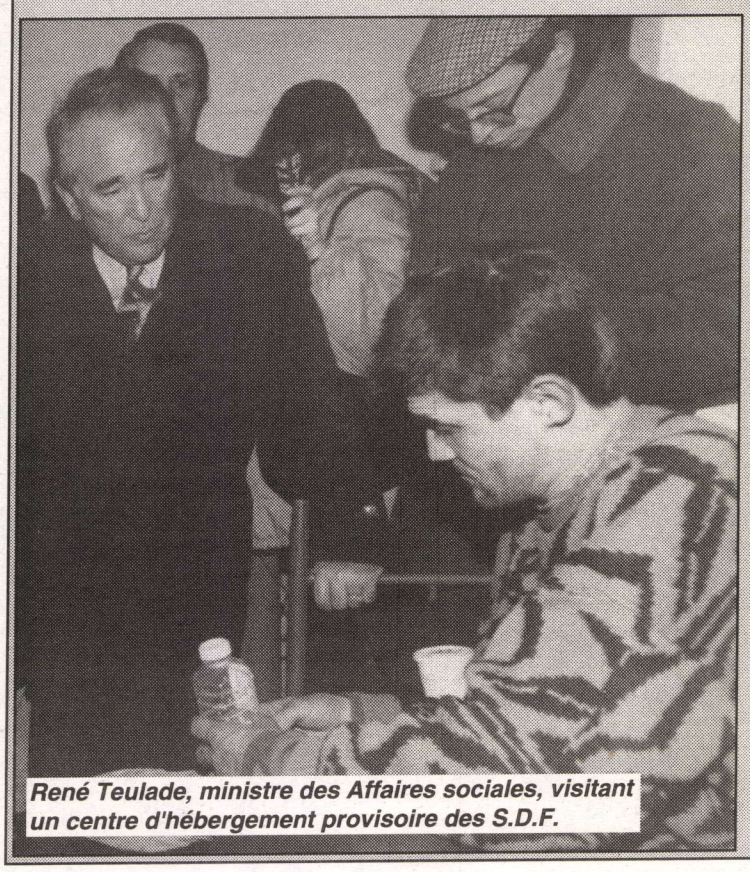
AFP



La crise : Une agence immobilière à vendre, en province.

De 200 000 à 500 000 sans-abri

AFP



René Teulade, ministre des Affaires sociales, visitant un centre d'hébergement provisoire des S.D.F.

Combien sont-ils exactement en France à vivre dans la rue ? Les estimations divergent. Un rapport de 1987 du Conseil économique et social estimait leur nombre entre 200 000 et 400 000 personnes, sans abri ou en habitat de fortune. Ils seraient aujourd'hui 400 000 à 500 000 selon les ministères concernés et les organisations caritatives. Pour la seule région parisienne, l'association Emmaüs estime qu'il y aurait 20 000 sans-abri, tandis que le ministre des Affaires sociales René Teulade minimise ce nombre à 4 000 ou 5 000.

De 200 000 à 500 000 personnes, cela ferait en tout cas entre 0,5 % et 1% de la population qui ne disposerait même pas d'un toit pour vivre. Une personne sur cent ou deux cents en France, un pays riche où il n'y a certainement jamais eu autant de logements vacants et de surfaces inoccupées ; mais où, si les riches sont de plus en plus riches, les pauvres sont de plus en plus pauvres.

Europe

À L'HEURE DU MARCHÉ UNIQUE



Job-Gamma

Le 1er janvier 1993, le marché unique européen a donc vu le jour. Huit ans après que le projet a été adopté par les partenaires de la CEE, en 1985, les marchandises peuvent désormais circuler librement en Europe sans aucun contrôle frontalier.

Mais cette liberté de circulation des marchandises a ses limites. Ainsi, bien des produits fabriqués en Europe sont encore interdits à la vente dans certains pays, faute qu'un accord soit intervenu sur des standards communs à tous les pays d'Europe, une couverture bien commode pour certains industriels souhaitant écarter les concurrents de leur propre marché national. Pour ne prendre qu'un exemple récent, les coussins en mousse de polyuréthane doivent obligatoirement être imbibés de produits anti-inflammables pour être vendus en Grande-Bretagne, pour limiter les risques en cas d'incendie, alors que les autorités allemandes interdisent l'usage de tels produits qui peuvent être nocifs pour les enfants en bas âge…

C'est sans doute dans la sphère financière que ce marché est le plus unique, depuis quelque temps déjà, avec en plus depuis le 1er janvier le droit pour toutes les banques d'ouvrir des succursales dans tous les pays d'Europe. A l'exception de la Grèce et de l'Irlande, et de façon temporaire, les flots de capitaux d'un pays européen à l'autre ne sont plus l'objet d'aucune restriction. Voilà qui servira sans aucun doute aux gros capitalistes, pourvu qu'ils aient assez d'argent pour que le seul fait de le déplacer leur permette d'en gagner. Mais avec des économies de Smicard, pas la peine d'y compter !

C'est d'ailleurs bien là les limites de ce marché unique, c'est qu'il s'agit bien d'un marché et de rien d'autre, autrement dit d'un instrument pour permettre à ceux qui en ont les moyens de faire du profit. Et s'il fait disparaître un certain nombre d'anachronismes et de blocages bureaucratiques, c'est seulement au profit d'une infime minorité de capitalistes parmi les quelque 350 millions d'hommes et de femmes qui vivent dans l'Europe des Douze. Quant à cette échéance "historique" qu'il était dans les discours des hommes politiques d'il y a quelques années, censée ouvrir une ère de grande prospérité pour tous, on peut constater une fois de plus qu'elle n'est vraiment pas au rendez-vous.

François ROULEAU

MARCHÉ UN-HIC !

La presse européenne a longuement détaillé la liste des "souvenirs" que les voyageurs européens pourront désormais rapporter de leurs vacances européennes : 110 litres de bière, 800 cigarettes, 80 litres de vin, etc. A condition, bien sûr, de pouvoir justifier que c'est pour leur usage personnel… bonjour la cirrhose !

Un organisme de consommateurs anglais a été jusqu'à faire paraître dans la presse un communiqué alarmé, avertissant les citoyens britanniques que le poids total de telles emplettes représentait plus de 375 kg par personne, et qu'il serait par conséquent risqué d'aller faire ses courses à deux dans une voiture de tourisme ordinaire…

Qu'à cela ne tienne : des "tour-operators" anglais ont relevé le défi. Déjà spécialisés dans les excursions de moins de 24 heures à destination des supermarchés français (les taxes sur l'alcool et les cigarettes étant beaucoup plus élevées en Grande-Bretagne), ils ont annoncé qu'un camion serait désormais affrêté pour accompagner chacun de leurs cars. Grand scandale chez les douaniers anglais qui ont fait savoir qu'ils s'en tiendraient au règlement et considéreraient ces importations alcoolisées comme des importations commerciales, donc soumises aux taxes en vigueur.

Pour l'instant le différend n'est pas réglé. Les "tour-operators" ont saisi les tribunaux et accusent les douaniers de leur avoir saboté leur week-end du Jour de l'an. Mais les douaniers s'en moquent bien : ils viennent de déposer un préavis de grève tournante contre les changements dans leurs conditions de travail qu'on leur impose au nom du marché unique, en particulier l'augmentation des effectifs canins – qu'on leur adjoint pour flairer tout ce qui serait suspect – et la réduction des effectifs humains sur les ports de la Manche.

IL Y A FRONTIÈRES ET FRONTIÈRES

Plus de frontières pour les citoyens d'Europe ? Tout dépend ce que l'on entend par frontière.

Par exemple, pour le gouvernement espagnol, le rocher de Gibraltar, ce minuscule confetti de l'empire britannique tapi à l'extrémité sud de l'Espagne, n'existe tout simplement pas. Et là où il n'y a rien, il ne peut y avoir de frontière bien sûr, ni de libre passage à plus forte raison. De sorte que les citoyens britanniques de Gibraltar n'ont plus qu'à s'imaginer habiter sur une île au milieu de l'Atlantique et non une presqu'île européenne ou… à se demander ce que peut bien faire une base militaire anglaise aussi loin de la Tamise.

Quant à la Grande-Bretagne même, sa frontière héritée de l'ère glaciaire est menacée par l'ouverture imminente du fameux tunnel. Et puis, les hauts fonctionnaires de l'Office d'Immigration ont dû déjà chercher une solution au casse-tête posé par les aéroports : comment contrôler les passeports des ressortissants européens (il faut bien que lesdits hauts fonctionnaires justifient leur paie) sans en avoir l'air, de peur de coûteux recours devant la sourcilleuse machine judiciaire britannique.

D'où une avalanche de directives contradictoires, mais détaillées, décrivant par le menu les techniques à employer pour reconnaître de loin qu'un passeport qu'on vous agite sous le nez est bien européen, et dans quels cas il faut flairer une entourloupe et s'emparer du document (essentiellement suivant la couleur de peau du porteur), jusqu'aux formules d'excuses à employer en cas d'erreur. A quoi viennent s'ajouter une série d'innovations : par exemple la multiplication des postes de surveillance camouflés au moyen de vitres polaroïd (pour repérer les suspects) et des contrôles préliminaires à la descente même des avions (rien à voir avec l'Immigration, bien sûr, simple vérification par un autre service…).

Mais la vraie frontière n'est pas tant à l'entrée de la Grande-Bretagne, que celle interne à la Grande-Bretagne, à l'entrée de l'Irlande du Nord : là, le 1er janvier 1993 n'a guère fait de différence, on continue impertubablement à photocopier les pièces d'identité de tous ceux qui se présentent, dont la tête ne revient pas aux pandores, et en particulier celles des étrangers.

En théorie, tout contrôle de passeports même symbolique devrait disparaître dans les aéroports européens sur les lignes intérieures à la Communauté en décembre 1993, sauf justement en Grande-Bretagne, en Irlande et au Danemark, et à coup sûr en Irlande du Nord…


AFP

Israël

415 PALESTINIENS PAS SI FACILES À EXILER

Les protestations internationales se sont amplifiées contre l'exil forcé de 415 Palestiniens, par les autorités israéliennes, au Sud-Liban. Même les plus favorables à Israël peuvent difficilement justifier qu'on exile des gens qui n'ont rien fait, et dont certains ont même été embarqués "par erreur" et qui, de toute façon, n'ont pas été jugés et à qui Israël ne peut reprocher que leurs opinions.

Car après tout, des extrémistes religieux, il y en a bien d'autres, à commencer par certains Juifs qui, parfois, ne se sont pas gênés pour "faire des cartons" contre des Arabes. Ces Juifs-là, pourtant dangereux, n'ont pas été bannis, eux…

Non seulement Israël a maintenu la déportation des Palestiniens, mais il a en outre refusé toute aide humanitaire désintéressée. Car si Israël a accepté de laisser passer la Croix-Rouge, c'est à condition que le Liban laisse passer de son côté lui aussi de l'aide humanitaire. Une façon d'imposer au Liban une sorte de reconnaissance du fait que les 415 Palestiniens dépendent de lui, ce que le Liban refuse énergiquement, leur exil sur son territoire lui ayant été totalement imposé dans cette affaire.

L'exil des Palestiniens, qui n'est pas la première mesure de ce genre, est probablement un geste "de fermeté" de Rabin, tout à fait dans la tradition des gouvernements israéliens, destiné à convaincre les ultras qu'il peut bien mener des négociations "de paix" avec les Arabes sans que cela diminue en rien la répression contre les Palestiniens.

Il faut dire que pour le moment les discussions sur la paix sont véritablement un leurre. Arafat a pu déclarer que ces quatorze mois de négociations égalaient zéro. Et cela nuit d'ailleurs sans doute à la direction de l'OLP qui veut négocier et aurait besoin de résultats, et qui voit son influence diminuer au profit des extrémistes religieux du Hamas, qui eux se sont prononcés contre la négociation.

Pendant que les négociations piétinent – elles doivent reprendre après l'installation de Clinton à la Maison-Blanche – la répression a rarement été aussi féroce sur le terrain. L'organisation israélienne des Droits de l'Homme, Betselem, estime que les forces de répression ont fait 23 morts parmi les Palestiniens au cours du mois de décembre. Et, bien entendu, le bannissement des 415 n'a fait que provoquer de nouvelles manifestations parmi les Palestiniens, et donc toujours plus de victimes…

Le bannissement des 415 Palestiniens, même s'il ne change évidemment rien au rapport de forces, s'est en partie retourné contre ses auteurs. Le gouvernement israélien se croyait, comme d'habitude, tout permis. Or cette affaire a entraîné son complet isolement international, au moins dans le monde feutré de la diplomatie. D'autre part les frères ennemis de l'OLP et du Hamas ont dû effectuer un rapprochement, au moins momentané, ce qui n'était pas précisément le but recherché par les Israéliens. Et enfin les Arabes d'Israël ont démonstrativement pris fait et cause pour leurs frères exilés…

Tout le monde admet donc, en particulier chez les amis du gouvernement israélien, que Rabin s'est mis dans une mauvaise passe. Mais ce n'est pas la première fois que le gouvernement israélien se trouve isolé, sans que cela l'ait jamais poussé vraiment jusqu'à présent à changer d'attitude.

Tant qu'Israël a le soutien des USA, il peut se permettre beaucoup de choses. Notamment de violer la souveraineté du Liban, en payant de ses deniers l'armée d'un seigneur de guerre local au Sud-Liban ; de s'asseoir sur toutes les résolutions de l'ONU, alors que les grandes puissances affectent depuis quelque temps de faire tant de choses au nom de l'ONU.

Il faut bien reconnaître que l'ONU – c'est-à-dire les USA – si sourcilleuse du droit ou du sort des peuples quand il s'agit du Koweït, de la Somalie, et bientôt peut-être de la Bosnie, bref de tous les endroits où les occidentaux cherchent une justification pour intervenir, est singulièrement bienveillante à l'égard d'Israël…

André VICTOR


Gamma

La répression ne faiblit pas.

CEI

Un an après la fin de l'URSS

LES BUREAUCRATES CRAIGNENT LE "BAZAR"...

Dans les tout derniers jours de décembre 1991, les dirigeants des trois plus importantes Républiques soviétiques – la Russie, l'Ukraine et la Biélorussie – décidaient que l'URSS *"en tant que sujet de droit international (avait) cessé d'exister"*. Ce faisant, ils marquaient un point capital dans la lutte menée depuis des mois par les sommets de la bureaucratie afin de s'affranchir de tout contrôle d'un "centre" afin de disposer librement – y compris vis-à-vis de peuples qui venaient pourtant de se prononcer à une forte majorité pour le maintien de l'Union – de ces fiefs que les roitelets de la bureaucratie s'étaient taillés dans le tissu vivant du pays.

La chute de Gorbatchev, dénominateur commun des visées immédiates des dirigeants russes, ukrainiens ou baltes de la bureaucratie, fut présentée à l'époque comme le point de départ d'une ère nouvelle, censée convertir à bref délai le pays en un Eldorado capitaliste. Cela ne pouvait évidemment pas être, mais cela n'a même pas mis un terme à la désorganisation politique et économique des États désormais indépendants qui ont pris la succession de l'Union Soviétique. Et tandis que les problèmes économiques et sociaux continuent à s'aggraver, les factions en situation d'approcher du pouvoir ne cessent de s'entre-déchirer, sur un mode qui alterne coups de force à répétition et grand guignol.

Il y a quelques semaines, le Congrès des députés russes, dénonçant à grands cris la politique mise en œuvre depuis un an par Eltsine, forçait ce dernier à lâcher Gaïdar, un Premier ministre qu'il donnait comme indispensable à sa politique de passage rapide au capitalisme. Or, le gouvernement formé par le "tombeur" de Gaïdar ressemble comme deux gouttes d'eau au précédent, et le nouveau Premier ministre, Tchernomyrdine, affirme qu'il va poursuivre les "réformes" de son prédécesseur, mais en essayant d'éviter qu'elles ne débouchent sur le "bazar".

L'Ukraine n'a pas de pétrole...

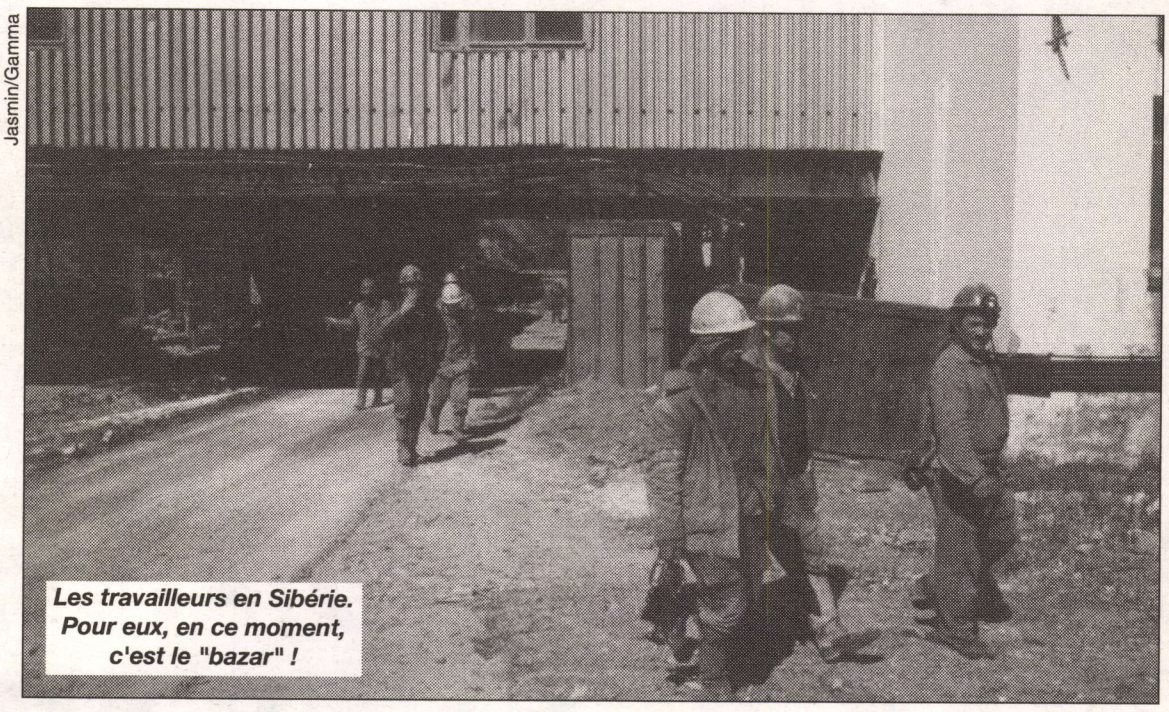
Ce "bazar" risque d'ailleurs bien de s'accroître dans une autre des ex-Républiques soviétiques, l'Ukraine, comme résultat des récentes mesures prises par le nouveau Premier ministre, un ex-haut dignitaire du précédent régime, nommé il y a peu par le Parlement pour ralentir les "réformes". En fait, celui-ci vient finalement de décider de libérer les prix avec comme effets immédiats – outre des grèves et manifestations – de quadrupler le prix du pain, de décupler celui des transports en commun. Et cela alors que le pays connaît une inflation à côté de laquelle celle qui règne en Russie (20 % par mois !) paraît presque supportable.

...mais cela donne des idées à ses ministres !

Dans le même temps, on apprend qu'un vice-ministre ukrainien du Commerce extérieur a été arrêté avec plusieurs de ses adjoints pour avoir délivré, contre pots-de-vin, des licences d'exportation de produits pétroliers – une chose rigoureusement interdite, l'approvisionnement en hydrocarbures de l'Ukraine dépendant du bon vouloir de la Russie.

Si cela prouve quelque chose c'est sans doute que *"de haut en bas, tout est corrompu dans l'appareil dirigeant"* de ce pays, comme l'a affirmé, lors de son entrée en fonction, le nouveau Premier ministre ukrainien, Kouchma – qui doit savoir de quoi il parle...

Jasmin/Gamma



Les travailleurs en Sibérie. Pour eux, en ce moment, c'est le "bazar" !

Mais, ce que révèle ce nouveau scandale – outre que le temps des règlements de comptes entre bureaucrates de haut niveau n'est pas clos – c'est la façon dont des centaines de milliers d'entre eux conçoivent ce "marché", devenu leur cri de ralliement : comme un droit de pillage illimité dans la zone de compétence de leurs fonctions au sein de l'appareil d'État.



Le rouble nouveau arbore fièrement l'aigle bicéphale de la monarchie tsariste. L'ennui c'est que sa valeur s'effondre : le volatile est plutôt déplumé !

En Russie, en un an d'eltsinisme, la production aura chuté d'environ un quart (la situation est comparable dans les autres Républiques) du fait de la désorganisation des circuits de décision, de production et d'approvisionnement, avec toutes les difficultés accrues que cela représente pour la population laborieuse, alors que bureaucrates et nouveaux riches profitent des pénuries et de l'inflation (qu'ils suscitent ou dont ils sont les seuls bénéficiaires directs) pour spéculer de plus belle.

Si le remplacement de Gaïdar par Tchernomyrdine a un sens – au-delà des luttes entre clans de politiciens – il faut peut-être le chercher dans ce que disait le nouveau Premier ministre russe, dans son discours d'investiture. Se déclarant pour le "marché", mais *"contre le bazar et contre l'appauvrissement de la population"*. Il semblait refléter la crainte d'une fraction de la bureaucratie, d'une part, de voir se tarir la source de ses privilèges et revenus par l'instauration d'une pagaille croissante dans la production, mais aussi des réactions que pourrait susciter dans la population son appauvrissement constant. Car les Tchernomyrdine peuvent bien, comme leurs homologues des sommets bureaucratiques, proclamer morte et enterrée la lutte de classe, ils n'en sont peut-être pas si sûrs que ça...

Pierre LAFFITTE

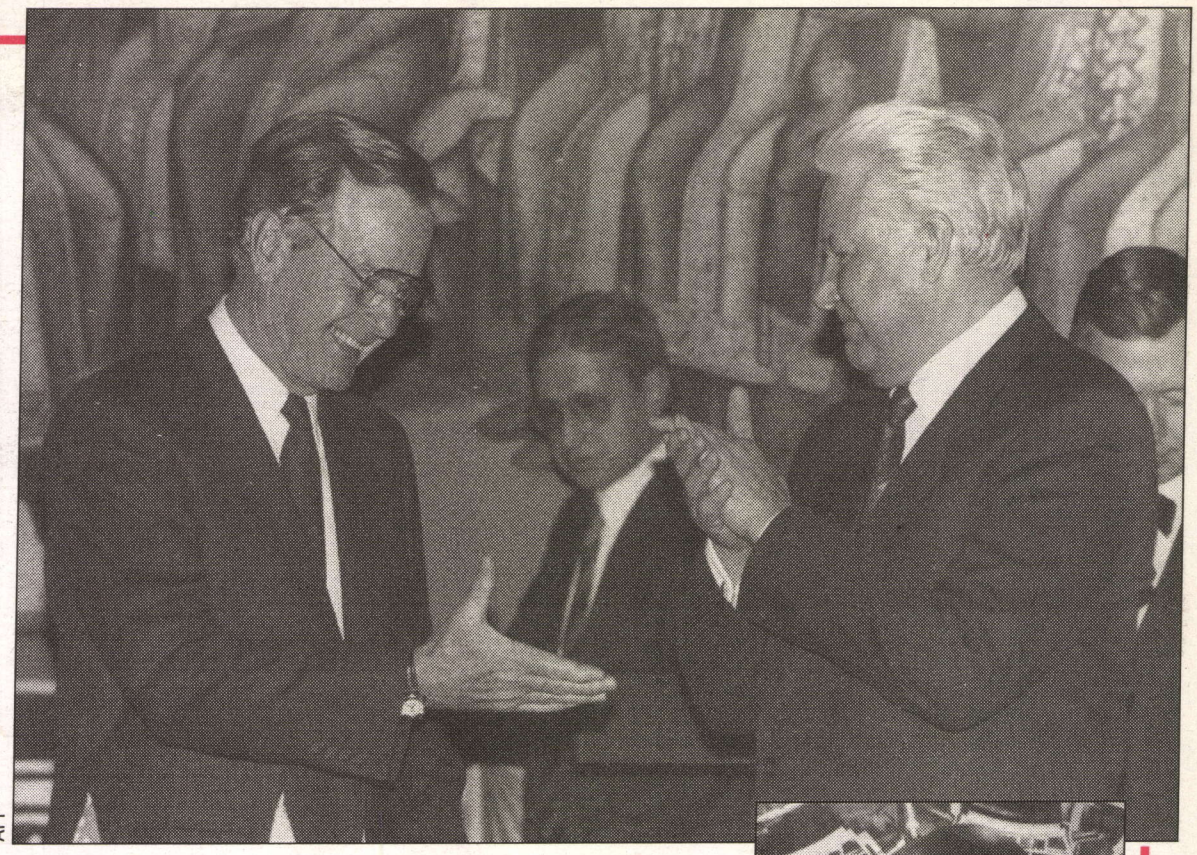
DES SOINS GRATUITS À LA COUVERTURE SOCIALE MINIMUM !

Le 1er janvier 1993 - presqu'un an, jour pour jour, après que le dirigeant russe Eltsine, celui d'Ukraine, Kravtchouk, et le Biélorusse Chichkévitch ont proclamé la fin de l'URSS et le début d'une "ère nouvelle" - les citoyens de Russie apprenaient qu'ils allaient disposer d'une "couverture sociale minimum".

L'expression a sans doute de quoi faire grincer des dents, car le système d'assurances socio-médicales mis en place est effectivement réduit à peu de choses par rapport au système soviétique antérieur de soins gratuits. Malgré cela, les nouvelles assurances sociales seront peut-être vues, sur place, comme un tout petit mieux après la quasi-disparition de toute protection médico-sociale à laquelle on a assisté en 1992 pour la majorité de la population (pour ceux, en tout cas, incapables de régler, souvent en dollars, des frais de santé devenus exorbitants). Et cela, tandis que médecins, pharmaciens et autorités locales se livraient souvent à un pillage éhonté des structures de soins, faisant main basse sur les meilleurs centres de repos, écoulant au marché noir et en devises les médicaments, détournant à leur profit le fonctionnement des rares établissements hospitaliers encore en état de travailler bien que l'on ait cessé d'en payer le personnel et de les ravitailler.

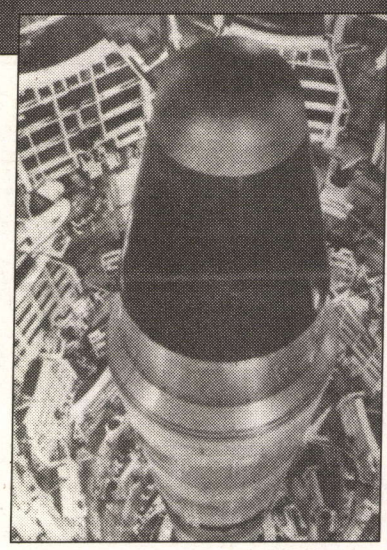
Les accords Start 2 entre Bush et Eltsine

EN 2003, LA PLANÈTE NE POURRA PLUS SAUTER QUE TRENTE FOIS AU LIEU DE CENT !



AFP

Bush et Eltsine se serrant la main. Mais Start 2 n'est pas encore "Terminator" : il restera encore bien des ogives nucléaires dans les silos...



A peine avait-il terminé de réveillonner avec ses "petits gars", les "marines" de Somalie, que Bush prenait l'avion pour se rendre à Moscou afin d'y signer avec Eltsine les accords Start 2, présentés à grand renfort de tam-tam médiatique comme le nouveau signe d'un "adieu aux armes".

En fait, c'est tout au plus un adieu à la guerre froide et une confirmation de plus de la suprématie des Etats-Unis. En effet, Eltsine a accepté le principe du démantèlement des ogives russes les plus dangereuses, les missiles terrestres à longue portée et "mirvés", c'est-à-dire munis de tête porteuse de plusieurs ogives indépendantes, chacune contenant une charge égale à plusieurs fois Hiroshima, et capables de détruire plusieurs cibles à la fois. Tandis que les Etats-Unis conservent leur suprématie notamment à travers l'arsenal embarqué à bord des navires et des sous-marins, qui sort préservé de cet accord et où les Etats-Unis dominent.

Cependant, si le principe du démantèlement a été signé sur le papier, il y a certainement loin de la signature à la réalisation. Et de toute manière, que les 17 000 ogives qui doivent être mises hors d'état de nuire au terme de l'accord Start 2 le soient ou pas, cela ne changera pas grand-chose à la menace que cet arsenal nucléaire continue à faire peser sur la planète. En effet, il leur restera encore un total de 6 500 ogives nucléaires, plus qu'il n'en faut pour y supprimer toute vie, un arsenal à peu près équivalent à ce que possédaient USA et URSS en 1972 quand leurs représentants ont pris l'habitude de se rencontrer pour, en théorie, freiner le développement des armements nucléaires.

Pour les capitalistes, fabriquer des armes...

En vingt ans, on a vu ce qu'il en a été : les accords d'alors - Salt - n'ont pas empêché que le nombre des engins de mort atomiques augmente. Cela, pour le plus grand bien d'une poignée d'industriels et aux frais des contribuables chargés de payer la note "salée" au mépris de toute utilité sociale ; car ces sommes folles auraient pu servir à régler une fois pour toutes des problèmes aussi élémentaires qu'urgents comme la faim, la santé ou le logement dans le monde. A titre d'exemple, en France, dans un pays qui, pour être une puissance nucléaire, n'a évidemment jamais atteint les niveaux de dépenses des Etats-Unis et de l'ex-URSS, il se dépense actuellement au titre de l'armement pas moins de 12 millions de francs (lourds) par heure.

Hier, la prétendue "menace soviétique" servait de prétexte à ces dépenses militaires, de la "bombe A" à la "guerre des étoiles". Aujourd'hui, le démantèlement dont il est désormais question pourrait prendre le relais, maintenant que les Etats-Unis restent seule superpuissance et qu'il devient plus difficile - mais pas impossible ! - de prétexter des adversaires plus ou moins imaginaires pour justifier des dépenses militaires. D'autant que les déficits budgétaires inciteraient plutôt à essayer de faire quelques économies.

...ou les détruire, c'est toujours profiter !

Mais les industriels ne seront pas perdants. D'abord, aucun accord Start n'empêchera l'industrie d'armement de continuer à mettre au point des engins de mort du genre de l'"avion furtif" concocté par les Etats-Unis, par exemple. D'autre part le démantèlement lui coûte aussi cher. Celui prévu par le traité Start 2 exigera de construire en Russie plusieurs installations qui coûtent 200 millions de dollars pièce. La signature d'Eltsine avait été accompagnée en 1991, lors du traité Start 1, d'une promesse américaine de 400 millions de dollars complétés par 100 millions de dollars venant de la France.

Cependant, selon certains spécialistes, le démantèlement des quelque 17 000 ogives prévu par Start 1 et 2 pourrait prendre jusqu'à trente ans. Un marché assuré, même si cela va bien au-delà de la date butoir de 2003 prévue dans l'accord. Et rien ne dit que l'argent destiné au démantèlement n'ira pas s'évanouir dans d'autres poches...

Autant dire que l'important dans cette affaire des accords Start 2 était que les téléspectateurs américains se rappellent bien que Bush, qui fait ces jours-ci ses adieux à la scène politique internationale, était le vainqueur de la guerre froide. Et, du côté d'Eltsine, il s'agissait vis-à-vis de ses adversaires intérieurs de montrer qu'il conserve du crédit à l'étranger et qu'il peut obtenir des millions de dollars. Un calcul qui n'est pas étranger non plus à ceux des dirigeants ukrainiens qui refusent toujours de ratifier les accords Start 1 car ils espèrent recevoir une aide américaine plus conséquente. Les USA leur proposent 175 millions de dollars pour prix de leur signature. Ils en demandent 1,5 milliard de dollars.

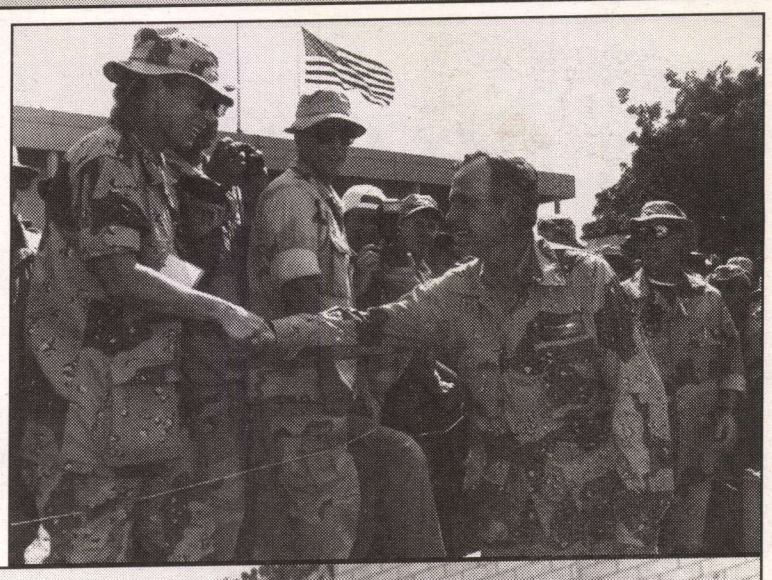
Comme on voit, le démantèlement ressemble de part et d'autre plutôt à une affaire. Quant à mettre fin à l'arsenal nucléaire mondial, c'est une autre histoire, ne serait-ce que parce que l'industrie des armes constitue l'un des poumons artificiels de l'économie mondiale et que les Etats-Unis entendent bien maintenir leur suprématie, dont l'armement est un élément important.

Jacques FONTENOY

Somalie

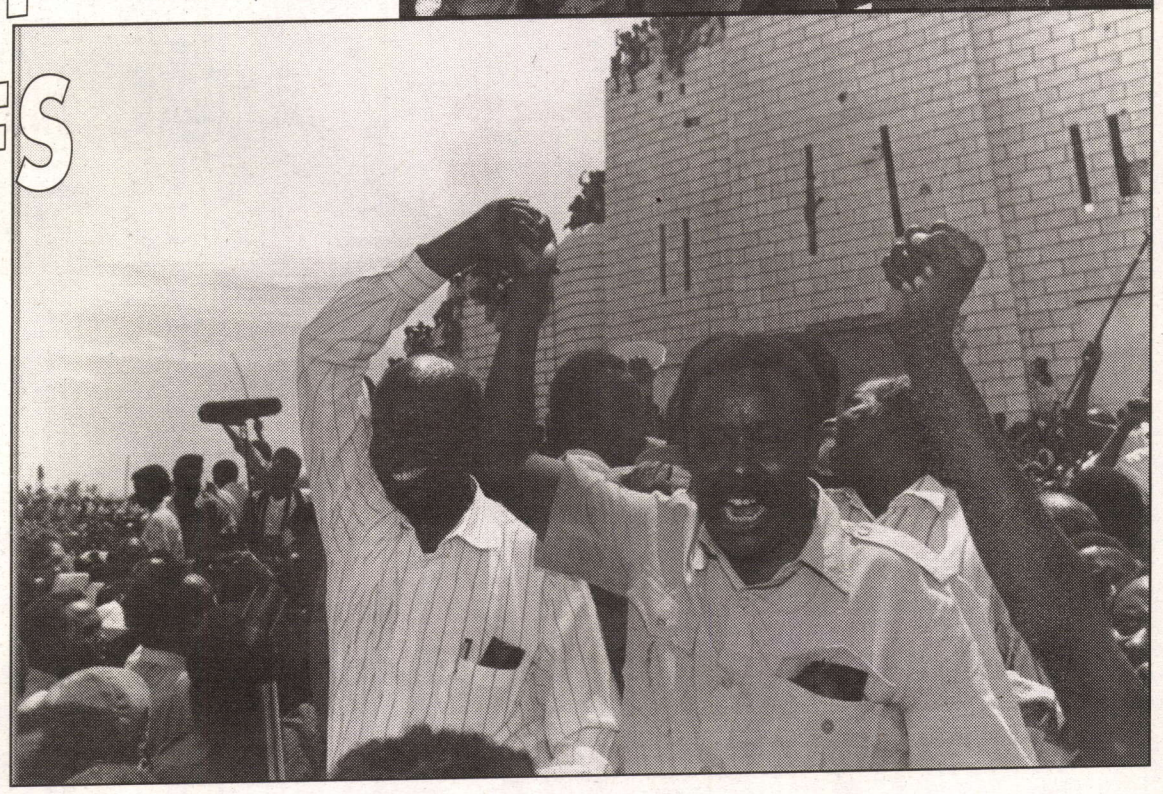
Après leur démonstration de force

LES USA RECHERCHENT DES SUPPLÉTIFS À QUI PASSER LA MAIN



George Bush à Mogadicio. ▶

Les "seigneurs de la guerre" aujourd'hui réconciliés - jusqu'à quand ? - Ali Mahdi et Aïdid. ▼



Lundi 4 janvier, sous l'égide de l'ONU, les principaux chefs des factions armées de Somalie se sont réunis dans la capitale éthiopienne, Addis-Abeba. Il s'agit exactement de ceux dont on nous disait, il y a à peine un mois, qu'ils n'étaient que des chefs de gangs, à la tête de bandes rivales pillant le pays et empêchant l'aide alimentaire d'arriver à la population. Il s'agissait alors de faire passer pour une *"opération humanitaire"* le débarquement des troupes américaines et françaises en Somalie.

Ces mêmes "chefs de gangs" pourraient demain, avec la bénédiction de Bush, Clinton, Mitterrand, Boutros-Ghali et consorts, se muer l'un en respectable chef d'Etat, d'autres en ministres, si la pression des grandes puissances réussit à les amener à passer un accord entre eux. De leurs bandes armées, ou tout au moins de certaines d'entre elles, on pourrait faire, sous la surveillance de conseillers militaires américains, l'ossature d'un nouvel Etat somalien.

On est bien loin, un mois après le début du débarquement des troupes impérialistes en Somalie, de l'image d'Epinal de Bernard Kouchner, faire-valoir de la nouvelle intervention militaire, qui en bras de chemise, un sac de riz sur l'épaule ornait la *Une* des quotidiens français. Ce n'est plus de répartition alimentaire entre les affamés que l'on parle, c'est de partage du pouvoir entre ceux que l'on nommait "brigands" hier.

Et les Etats-Unis annoncent que le retrait de leurs troupes, qui s'étalera peut-être sur plusieurs mois, devrait commencer avant la fin janvier.

Laisser la Somalie dans la même misère...

Une fois terminée la prétendue mission "humanitaire", les troupes américaines et françaises laisseront le pays grosso-modo entre les mains des mêmes chefs de guerre. Et peut-être avec à nouveau les mêmes guerres entre eux. Parce qu'il ne suffit pas de réunir sous la présidence du secrétaire de l'ONU, et surtout sous la pression des troupes US, les quatorze principaux chefs militaires de Somalie pour réussir à leur imposer un compromis. Les négociations n'en sont qu'à leur début et, à peine commencées, viennent d'être suspendues ; chacune des factions qui se déchiraient le pays avant l'arrivée des troupes des grandes puissances n'est pas forcément prête à partager le pouvoir avec ses rivales, et encore moins à y renoncer au profit d'une autre. Et même si compromis il y avait d'ici quelques semaines ou quelques mois, il a bien peu de chances d'être stable. Un petit accord, même temporaire, suffirait néanmoins amplement aux gouvernants des grandes puissances pour crier victoire.

Une fois terminée leur opération militaire, surtout, les américains et leurs alliés laisseront la Somalie avec la même misère, les mêmes famines. Et s'ils auront bien permis durant leur présence la distribution des vivres, ce sera aussi en faisant quelques morts en plus, dont on ne connaît pas le nombre, puisque, interrogé à ce sujet, le porte-parole de l'armée américaine s'est contenté de déclarer cyniquement : *"Nous ne les comptons pas, quand on leur tire dessus on ne s'arrête pas pour savoir s'ils sont morts ou blessés"*.

... mais renforcer le dispositif militaire américain dans la région !

Opération blanche alors, ce débarquement pour deux mois de près de 40 000 hommes surequipés, surarmés, gorgés de nourriture et de munitions, dans ce pays de misère et de famine ? Pas tout à fait pourtant.

Les USA, suivis docilement par leurs alliés, et en premier lieu par la France qui tient à son rôle de gendarme en Afrique, auront fait au passage, et c'était là le but essentiel de leur opération militaire, une nouvelle démonstration de force dans la région, deux ans seulement après la guerre contre l'Irak. Une démonstration de force vis-à-vis des peuples bien plus que vis-à-vis des chefs rivaux avec qui on cherche aujourd'hui à s'arranger.

Mais les Etats-Unis, même si c'est avec l'approbation de l'ONU, savent qu'ils ne pourront pas assurer à eux seuls la police dans le monde entier, et notamment contenir par leurs seules troupes, même avec l'appui des troupes françaises ou anglaises, tous les peuples du Tiers Monde longtemps dans la misère. C'est pourquoi ils ne s'engagent que prudemment.

Après avoir terrorisé la population irakienne sous les bombes, les USA ont évité de s'enliser en Irak, comme ils s'étaient jadis enlisés au Vietnam. Après que leur troupe ont massacré du haut de leurs bombardiers, les dirigeants américains se sont ensuite fort bien accommodés d'un Saddam Hussein affaibli vis-à-vis d'eux, mais toujours dictateur sur son peuple, et toujours utile à leurs yeux pour maintenir l'ordre dans ce pays ruiné, contre les Kurdes ou les Chiites révoltés notamment. Des troupes américaines sont tout de même restées non loin de là puisque depuis la fin de l'expédition "Tempête du désert", les USA maintiennent dans la zone du Golfe 23 000 hommes sur place, soit dix fois plus qu'ils n'en avaient avant cette guerre.

En Somalie pas plus qu'en Irak, les Etats-Unis ne semblent avoir envie de laisser trop longtemps leurs troupes risquer de s'enfoncer dans un bourbier. Les négociations d'Addis-Abeba ont pour but de trouver parmi les chefs de guerre somaliens quelques futurs gouvernants à leur solde. Mais pour s'assurer de leur fiabilité, les Etats-Unis voudraient pouvoir continuer à les surveiller. C'est pourquoi, en même temps qu'ils annoncent le retrait progressif de leurs troupes, ils envisagent de faire relayer celles-ci par quelque 12 à 15 000 hommes de troupes indiens, marocains, turcs, égyptiens et autres, commandés par un général musulman (turc ou indien probablement) assisté d'un général issu d'un pays d'Afrique ; bref, un contingent de troupes supplétives prêtées par des gouvernements alliés des USA.

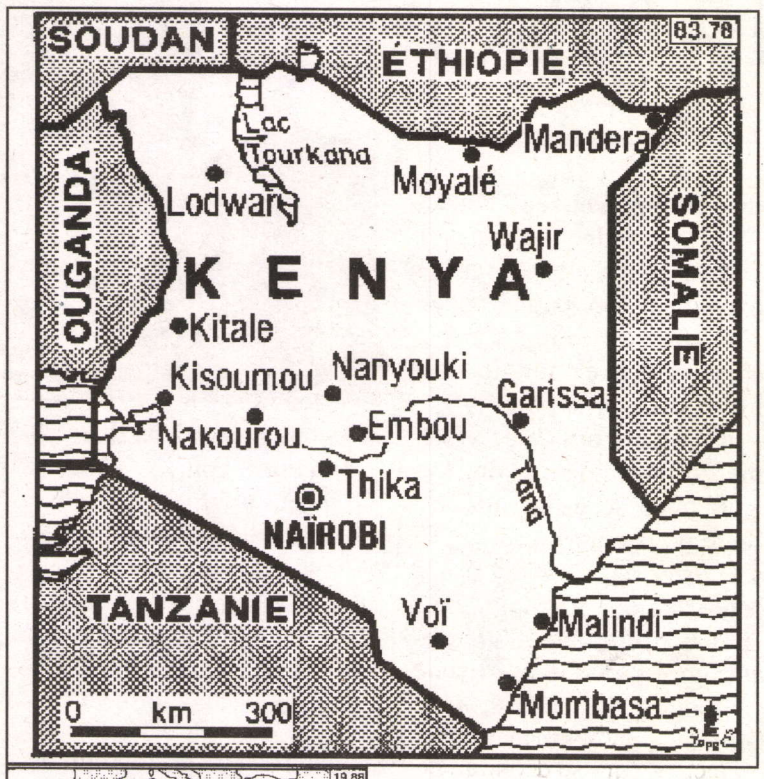
Et les sacs de riz des enfants des écoles dans tout ça ?

Olivier BELIN

Kenya

MOI, LE PRÉSIDENT-DICTATEUR

Après la Côte-d'Ivoire, le Cameroun, l'Angola et quelques autres pays d'Afrique, le Kenya a procédé à un ravalement de façade symbolique en organisant, le 29 décembre, des élections "multipartites" sous la pression et le contrôle de représentants des puissances impérialistes. Élections dont le principal slogan aurait pu être : *"Votez pour Moi"* ... le nom du dictateur déjà en place !





Comme toutes les consultations similaires qui l'ont précédée, celle-ci a été entachée d'innombrables exemples de fraudes, pressions et manipulations de la part de tous les partis en lice, mais surtout, bien sûr, de la part du KANU, l'Union Nationale Africaine du Kenya du président Daniel Moi, le parti au pouvoir depuis l'indépendance et le seul parti légal depuis 1969.

Ainsi a-t-on vu dans certaines régions, des villages entiers privés du droit de vote, tandis qu'ailleurs des fonctionnaires ont été pris la main dans l'urne alors qu'ils s'apprêtaient benoîtement à les bourrer de bulletins au nom du parti au pouvoir. Largement de quoi, en tout cas, faire de cette élection une face de démocratie, de l'aveu même de tous les "observateurs" occidentaux dépêchés sur place.

En terme de votes, la victoire attendue du KANU, n'a néanmoins rien eu d'un raz-de-marée, puisqu'il n'obtient que 36 % des suffrages. Mais, grâce au système électoral en vigueur hérité du colonisateur anglais (scrutin majoritaire à un tour), le KANU parvient à s'assurer 91 des 170 sièges parlementaires, sans compter les 12 députés que le président en exercice choisit lui-même selon la constitution. Le KANU et le président Moi disposeront donc d'une confortable majorité absolue dans le prochain Parlement.

Même sans tenir compte de ces manipulations légales et illégales des suffrages auxquelles s'est livré le KANU, ce résultat cache des disparités lourdes de danger pour l'avenir. Ainsi, le KANU n'a-t-il obtenu, selon les résultats officiels, que 2 % des voix dans la province centrale, fief de la principale ethnie du pays, celle des Kikuyu. De même le président Moi n'a recueilli que 14 % des voix parmi les Luo, la deuxième ethnie, et 16 % dans la capitale Nairobi. Or c'est justement la marginalisation politique de ces ethnies et des habitants des bidonvilles de la capitale qui, dans le passé, a été la principale cause de mouvement de rébellion dans les pays, rébellion qui a fait 800 morts au cours de la seule année écoulée.

Mais qu'importe tout cela aux puissances impérialistes. Certaines, comme la Grande-Bretagne, avaient de toute façon désapprouvé l'organisation d'un scrutin, estimant sans doute que le seul fait d'offrir une chance, si mince soit-elle, à la population de s'exprimer sur le régime en place, était courir un risque inacceptable. Quant aux observateurs, ils ont tenu à dire avec un bel ensemble que les truquages électoraux n'étaient pas assez importants pour justifier de prendre le risque de troubler l'ordre public en annulant le scrutin.

D'ailleurs qu'est-ce que l'impérialisme peut espérer de mieux, au Kenya comme dans les autres dictatures africaines, que la stabilité politique que lui garantit une dictature dont la loyauté n'est plus à démontrer et qui s'est de surcroît montrée capable d'éviter un désaveu électoral trop voyant ? Tant pis cela ne fait que renforcer les rancœurs de tous les laissés-pour-compte de cette dictature, celle des masses pauvres comme celles des ethnies écartées du pouvoir, du moment que cela repousse, pour l'instant au moins, les risques d'explosion sociale. D'autant qu'en attendant, la marine américaine peut tranquillement se servir des ports et aéroports kenyans comme base arrière pour son intervention dans la Somalie voisine.

François ROULEAU

"Bataille du franc" :

QUELLE QU'EN SOIT L'ISSUE, LES PATRONS EN SORTIRONT GAGNANTS

A peine terminée la trêve des confiseurs, a repris ce que la presse appelle la "bataille du franc". Plus personne ne cache désormais que les "spéculateurs" qui parient ces jours-ci sur une dévaluation du franc en se défaussant de cette monnaie pour acheter à la place des monnaies fortes, comme le mark ou le dollar, sont les services financiers des grandes entreprises, les banques ou les assurances, regroupés sous la dénomination moins péjorative d'"opérateurs".

Pour contrecarrer cette nouvelle attaque directe contre le franc et indirecte contre les minces restes du système monétaire européen (SME), la Banque de France utilise les moyens dont elle peut disposer. Elle s'est contentée pour le moment de relever le taux d'intérêt auquel elle prête à court terme de l'argent à ces opérateurs (cette spéculation s'effectue le plus souvent avec de l'argent emprunté pour quelques jours, l'emprunteur espérant un solde positif entre l'achat spéculatif et le remboursement de l'emprunt. En remontant ces taux, cette opération est contrecarrée car il devient à nouveau intéressant de garder ses francs... pour les prêter).

En même temps, les gouvernements français et allemand ont réaffirmé - en paroles - leur volonté de coopération monétaire. Evidemment, une sortie du franc du SME ne ferait pas leur affaire. Mais certains remarqueront que la "défense du franc" n'entraîne pas la Banque fédérale allemande à se précipiter pour baisser ses propres taux d'intérêts, ce qui calmerait le jeu. Car, dans le monde capitaliste, la Communauté européenne bien comprise commence par soi-même.

Enfin, Bérégovoy a rappelé son attachement au "franc fort" et convoqué le gouverneur de la Banque de France pour qu'il fasse des déclarations allant dans ce sens aux téléspectateurs. Jusqu'à Sapin, le ministre des Finances : après avoir expliqué il y a quelque temps qu'il allait s'attaquer aux spéculateurs (on aimerait bien voir un ministre des Finances de la très bourgeoise République française, qu'il soit étiqueté de droite ou de gauche, s'en prendre autrement qu'en paroles aux plus grandes entreprises du pays), il met désormais tout son zèle à plaider une "revalorisation du franc". Tout à fait les paroles qu'il faut pour que redouble la spéculation des grandes entreprises qui préfèreraient de beaucoup un franc plus faible en ces temps où elles mettent l'accent sur l'exportation.

Pour l'instant, la situation semble stabilisée avec un franc dont la parité avec le mark tournait, mardi 5 janvier, autour de 3,41 F. La dévaluation serait effective si l'on atteignait les 3,43 F, paraît-il. Mais la spéculation peut redoubler. Il restera alors à la Banque de France, et à la Banque fédérale allemande, si elles restent un minimum solidaires, à racheter des francs, une réponse classique dans ce genre d'affaires mais d'autant plus coûteuse pour l'ensemble de la société que les entreprises françaises peuvent se débarrasser évidemment de bien plus de francs que leurs concurrentes étrangères.

Et quelles que soient les arrière-pensées des entreprises qui spéculent actuellement contre le franc, et quelle que soit l'issue de leurs calculs, c'est encore elles qui, de toute façon, sortiront gagnantes de ces opérations.

Si elles parviennent à déclencher la dévaluation, elles toucheront une prime en exportant plus de marchandises car un franc plus léger rendrait aussi les factures plus légères pour l'étranger et inciterait à exporter. Les frais de cette prime aux entreprises seront alors payés par les salariés et les retraités qui, eux, y perdront en pouvoir d'achat.

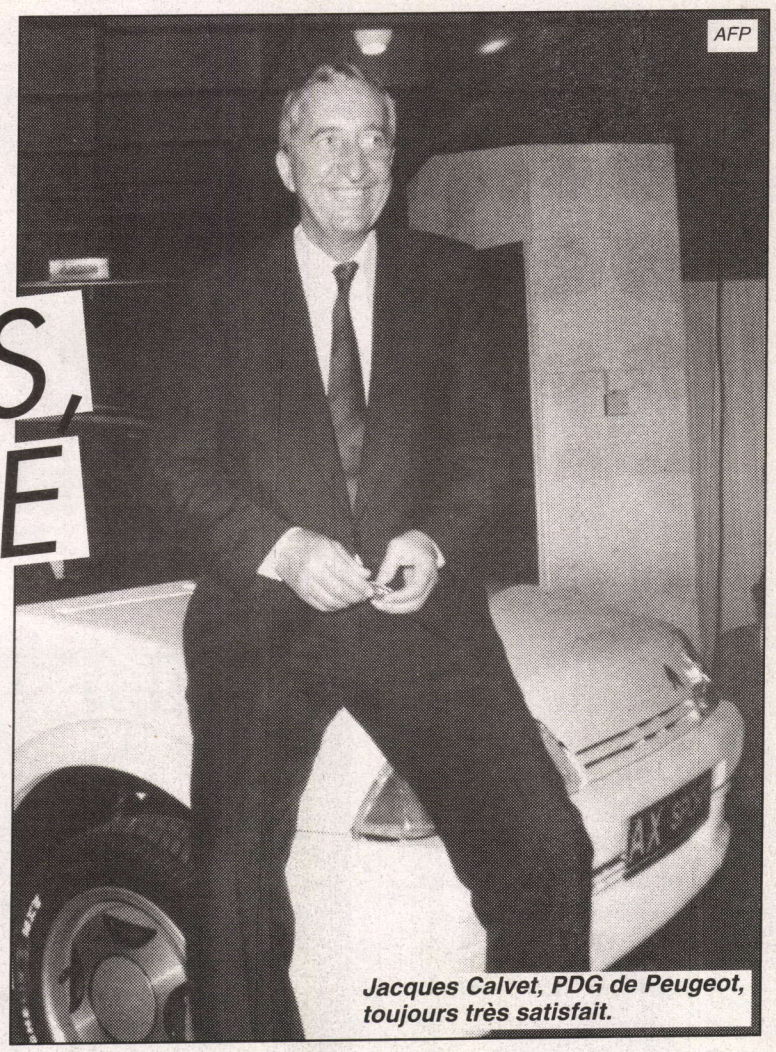
Et si la spéculation échoue, les grandes entreprises de toute façon n'y auront pas perdu. En revanche, la Banque de France aura puisé dans ses réserves pour racheter des francs et donc, en fait, payé pour maintenir le pouvoir d'achat des comptes en banque de ces entreprises. Ce qui manquera dans les caisses de la Banque de France sera autant qu'on fera payer à la population par des cures d'austérité.

Comme quoi, dans cette "bataille du franc" où Bérégovoy et Sapin ne sont que les spectateurs impuissants d'opérations qui échappent pour une large part à leur contrôle, on sait déjà que, quelle que soit la manière dont cette guerre tournera, les vainqueurs sont déjà les patrons et les vaincus, le reste de la population.

Jacques FONTENOY

Peugeot supprime 2 600 emplois en 1993

ACCROÎTRE LEURS PROFITS, LA SEULE LOGIQUE DES LICENCIEURS



Jacques Calvet, PDG de Peugeot, toujours très satisfait.

Peugeot annonce un nouveau plan de suppression d'emplois. Sur les 2 600 postes qu'il prévoit de supprimer en 1993 (pour un total de 55 000 salariés soit 5% de l'effectif), 1 606 le seront à Sochaux, 775 à Mulhouse, 81 à Lille et 135 à Sept Fonds dans l'Allier. 1 636 travailleurs devraient être envoyés en préretraite FNE, et Peugeot dit prévoir des mesures de "mobilité interne et externe", et des aides au retour pour les travailleurs immigrés.

Toujours est-il que même si ces mesures ne s'accompagnaient pas de licenciements secs -ce qui reste encore à prouver- ces nouvelles suppressions d'emplois contribueront à faire monter le chômage et les difficultés de la population travailleuse. Ce sont les enfants des travailleurs de Peugeot qui seront encore plus nombreux à ne pas trouver d'emploi, sans compter tous les autres qui sont déjà les victimes de toutes ces "restructurations" successives. Celles-ci, pour la seule année 1992, se sont traduites par la suppression de 550 000 postes, pour la plus grande partie dans l'industrie.

Peugeot, comme Renault, comme toutes ces grandes entreprises qui sont les premières à licencier sous une forme ou sous une autre, n'a pourtant rien d'une industrie sinistrée. Même au niveau des seuls bénéfices déclarés, PSA, c'est-à-dire Peugeot-Citroën, a encaissé 13 milliards pour les trois dernières années. Le même jour où Peugeot annonçait son plan de suppressions d'emplois, on apprenait que, pour l'année 1992, les immatriculations de voitures en France avaient augmenté de 3,7% par rapport à 1991, et que le mois de décembre avait été un record avec 26% de plus pour le groupe PSA.

Le prétexte invoqué par Peugeot, ce sont les prévisions de vente pour 1993 (-4,5%), avec en même temps la volonté du groupe de réaliser des gains annuels de 12% ! Augmenter les profits, accroître l'exploitation, alimenter le chômage, tels sont les buts ouvertement proclamés de tous ces capitalistes qui, comme Peugeot, contrôlent la production des richesses. Et cela se fait au nom d'une prétendue nécessité, celle de faire face à la concurrence et aux lois du marché.

C'est au nom de ce système qu'on demande aux travailleurs d'accepter sans cesse de nouveaux sacrifices, et d'assister passivement à une détérioration toujours plus grande d'une situation économique générale qui risque de tourner à la catastrophe. Eh bien non, les travailleurs n'ont aucune raison d'accepter cette course absurde. Grâce à l'augmentation de la productivité qui est le fruit de leur travail, le monde est de plus en plus riche et il devient de plus en plus intolérable de faire crever les uns au travail et les autres au chômage.

Il faut une autre répartition des richesses et du travail, une autre organisation de la société. Cela dépend de la volonté de la classe ouvrière de refuser de faire les frais de ce système capitaliste.

Louis GUILBERT

Marée noire aux Iles Shetland

UNE MER DE PROFITS PÉTROLIERS

Cette année démarre un peu comme s'était terminée la précédente : avec le nauffrage d'un navire pétrolier. Le 3 décembre, cela se passait au large du port espagnol de La Corogne. Ce 5 janvier, ce sont les Shetland, des îles situées entre l'Ecosse et la Norvège, qui se sont retrouvées menacées d'une catastrophe écologique majeure.

La mer du Nord, entre ses puits off shore d'hydrocarbures norvégiens et britanniques et le fait qu'elle baigne des pays parmi les plus riches de la planète et donc gros consommateurs de pétrole, constitue un véritable boulevard d'eau pour les pétroliers. Un "boulevard" qui, comme d'autres et pour les mêmes raisons (la Manche, notamment), se trouve particulièrement exposé aux pollutions par transport maritime d'hydrocarbures.

Cité par la presse, un responsable du Syndicat britannique des officiers de marine marchande a rappelé que son organisation avait, à plusieurs reprises *"alerté le gouvernement qu'un désastre majeur était inévitable compte tenu du nombre croissant de "bateaux-cercueils" transportant des cargaisons à risque (et) du déclin des normes de sécurité"*. Ce désastre avait beau être annoncé, prévisible, cela n'y a apparemment rien changé. Et pour cause. Comme bien d'autres, le tanker échoué était immatriculé au Libéria, un "paradis maritime" bien connu des armateurs en quête de pavillons de complaisance et de conditions de navigation (règles de sécurité, embauche des équipages, etc.) au rabais. Et les compagnies pétrolières n'hésitent pas, pour accroître des profits déjà plus que confortables, à se conduire comme n'importe quel petit patron. La seule différence -et elle est de taille- concerne l'échelle des enjeux, et du coup des risques que les pétroliers... font prendre au monde entier.

Le jour même où le *Braer* s'échouait aux Shetland, un autre navire "sensible" arrivait à bon port, cet *Akatsuki Maru* qui avait fait la Une des gazettes lorsqu'il avait quitté La Hague avec sa charge d'une tonne et demie de plutonium. Sur fond de protestations d'organisations comme Geenpeace et aussi d'inquiétude des populations, tout le long des mers qu'allait sillonner l'*Akatsuki Maru*, les autorités françaises, japonaises et autres s'étaient mises en quatre pour démontrer que toutes les mesures de sécurité avaient été prises. Enfin, c'est ce qu'on nous affirmait et réaffirmait. On avait doublé la coque du navire, le chargement était dans un emballage parfaitement étanche et, durant tout le voyage, il serait escorté.

Seulement voilà, si les trusts du nucléaire et les Etats -qui contrôlent tous plus ou moins cette source d'énergie, ce qui contribue à la faire échapper en partie aux règles du "tout-est-permis-pourvu-que-cela-rapporte"- savent l'opinion sensibilisée et sont prêts à prendre un minimum de précautions - et surtout à le faire savoir - pour les pétroliers, même ce minimum est considéré comme étant de trop.

Alors, après les Shetland, la Galice, la Bretagne, l'Alaska, la Riviera italienne, à qui le tour ?

P. L.

Chômage : ils ne manquent pas d'assurance



1993 COMMENCE PAR TROIS MILLIONS DE CHÔMEURS !

Gamma

Selon le ministère du Travail, les chiffres du chômage au mois de novembre 1992 (publiés fin décembre) indiquent une progression telle qu'à ce rythme la barre des 3 millions de chômeurs serait franchie dès février ; officiellement, et sur la base des calculs les plus optimistes. Parce qu'officieusement, elle l'est sans doute depuis déjà pas mal de mois.

En novembre dernier, les licenciements économiques (+ 17,8%), les fins de contrat à durée déterminée (+12,5%), les recherches d'un premier emploi (+ 8,5%) ont en effet été en hausse considérable par rapport à novembre 1991. Et cela tandis que les offres d'emplois assorties de contrat à durée indéterminée sont en recul de 32,9% par rapport au même mois. Dans le même temps et en faisant l'estimation la plus large, prenant en compte toutes les offres d'emplois de quelque nature que ce soit (y compris donc les contrats emploi-solidarité), le recul reste d'environ 10% pour ce mois de novembre.

En guise de commentaire, la ministre du Travail et de l'Emploi, Martine Aubry, n'a rien trouvé de mieux à dire que : les entreprises *"procèdent à de nombreux licenciements économiques"* et *"ont trop souvent tendance à faire de la masse salariale la seule variable d'ajustement aux aléas des marchés"*. En clair, les patrons licencient pour maintenir leurs profits. Belle découverte ! Mais pour débiter de pareilles banalités, la ministre du chômage ne risque même pas de se retrouver à l'ANPE...

La cotisation sur le salaire de l'ASSEDIC avait augmenté de 0,8% en juillet dernier, en même temps que les prestations étaient réduites pour les chômeurs. C'était pour boucher momentanément le déficit de l'assurance chômage. Ce 0,8% devait être ramené à 0,3% au 1er janvier 1993.

Mais le trou étant de plus en plus important (23 milliards), la baisse prévue est annulée. Que les travailleurs payent ! En voilà une solution qu'elle est bonne...

DU SMIC AU RMI, TOUJOURS PLUS BAS

En 1992, le nombre des RMIstes a augmenté de 13%. Ils étaient 552 000 fin décembre. A partir du 1er janvier, le RMI se montera à 2 253 F, et ce n'est pas avec ça qu'on peut ne serait-ce que trouver à se loger. La réduction de l'indemnisation du chômage en juillet dernier et la suppression de l'allocation d'insertion pour femme seule ont contribué à faire monter le nombre des RMIstes.

Quoi qu'il en soit, c'est le nombre des assistés et des pauvres qui est en augmentation constante.

Il y a bien des responsables à cette situation. Car pendant ce temps-là les capitalistes exploiteurs ont continué à s'en mettre plein les coffres et plein la panse. Oui, il faut faire payer les riches.

Alcatel Radiotéléphone

Nouvelles restructurations

ALCATEL, CHAMPION DE LA PUBLICITÉ MENSONGÈRE

A peine le dernier plan de 246 suppressions d'emplois vient-il de se terminer à Alcatel Radiotéléphone Laval, que la direction vient de concocter un nouveau plan.

Cette fois-ci, il ne s'agit officiellement pas de licenciements, mais de transferts. 59 personnes sont "transférées" de Laval à Colombes et 7 de Colombes à Laval. Ce ne sont pas des footballeurs... mais 25 ingénieurs et 34 ETAM à Laval et 7 ETAM à Colombes.

L'essentiel de ces "transferts" fait suite à la décision de la direction de supprimer toutes les études à Laval et de faire de cette unité uniquement un centre de production.

Il y a quelques années (6 ou 7 ans), le discours était inverse. A l'époque la direction expliquait que c'était bien d'implanter des études près de la production..., qu'avec l'arrivée du TGV les distances entre Laval et Paris allaient encore être raccourcies...

Aujourd'hui, le discours a changé sans raisons bien convaincantes, malgré l'argumentaire de quelques pages que la direction a fait circuler. Un CCE s'est tenu le 17 décembre, où officiellement la direction a annoncé son plan. Et le soir même, trois directeurs sont allés expliquer aux 59 Lavallois concernés les charmes de la vie parisienne ainsi que tous les efforts qu'ils étaient prêts à faire pour les accueillir.

Aussi bien à Colombes qu'à Laval, peu sont convaincus par les arguments de la direction. Certains espèrent pouvoir faire des échanges (concession que la direction à laissé entrevoir), mais au mieux cela ne concernera que 14 personnes. Restent les autres qui ne savent même pas si les indemnités de licenciements distribuées dans le dernier plan seront reconduites. Et les offres d'emplois à Laval sont plus que précaires. Alors, certains, faute de mieux, commencent à envisager de louer une "piaule" à 3 ou 4 puis de repartir le week-end à Laval.

Après cela Alcatel ira se vanter d'être le champion de la communication au service des hommes. On savait la publicité mensongère, mais dans ce domaine Alcatel arrive en tête du hit-parade.

Correspondant LO

Deux livres sur un "patron de choc", André Citroën...

• Sylvie Schweitzer



Maître de Conférences à l'université de Lyon, Sylvie Schweitzer n'en est pas à son premier ouvrage sur les usines Citroën et leur fondateur. Son dernier titre, *André Citroën, le risque et le défi* est la biographie de ce patron qui fut élu en 1990 *"entrepreneur du siècle"* par un comité de journalistes français.

"Flamboyant et prosélyte, flambeur et prédateur, audacieux et arrogant, météore de l'industrialisation triomphante, André Citroën a fasciné", écrit Sylvie Schweitzer en préambule. Mais son propos est précisément de passer outre les témoignages "éblouis" et une certaine légende qui se rapporte au personnage pour revenir aux faits et au rôle particulier joué par ce patron dans le développement de l'industrie automobile en France.

Tout d'abord, n'en déplaise à la légende, André Citroën, s'il n'est à proprement parler *"arrivé nulle part"* puisqu'il a terminé ses vingt ans de carrière et de célébrité sur un retentissant dépôt de bilan le 15 décembre 1934 (et il est mort six mois plus tard), n'est pas pour autant *"parti de rien"* . Fils d'une famille de riches diamantaires juifs, il disposait d'une certaine fortune personnelle. Polytechnicien, adepte des méthodes "modernes" de la taylorisation, il se retrouva dès sa sortie de l'école à la tête des usines Mors qu'il réorganisa selon les conceptions mises en pratique outre-Atlantique par Ford, dont il était un grand admirateur.

Par sa femme, il était lié à la banque Lazard. Au cercle des banquiers amis et alliés, à celui des fils de famille sortis comme lui ingénieurs de l'X, s'ajoutait celui des milieux radicaux-socialistes qu'il cultiva en adhérant au Grand Orient de France. Par exemple, Édouard Herriot pas encore ministre mais déjà maire de Lyon présida avec lui les Grands Prix organisés par l'Automobile Club de France. Les ministres Alexandre Millerand, Albert Thomas (ministre socialiste de l'Union sacrée), puis Louis Loucheur furent tous ses commanditaires pendant la guerre. Et l'un des banquiers qui finança ses entreprises pendant la guerre ne fut autre que le conseiller du ministre des Finances Caillaux. Telles sont les bonnes fées qui se sont penchées sur les débuts de l'entrepreneur qui, avant 1914, n'était que le patron d'une entreprise somme toute modeste, les "Engrenages Citroën", située dans le 15ème arrondissement de Paris, fondée à partir d'un brevet (les engrenages en chevrons) rapporté d'un voyage en Pologne.

C'est la guerre de 1914-1918 qui fut la chance décisive d'André Citroën et lui permit de devenir l'un des premiers patrons de France en se lançant dans la production industrielle d'obus, au même titre d'ailleurs que ses collègues et concurrents Louis Renault à Billancourt et les Peugeot à Montbéliard.

C'est grâce à la guerre que Citroën développa son implantation Quai de Javel, en rachetant quelques champs de maraîchers et aussi, précise Sylvie Schweitzer, quelques terrains destinés au logement social. A quel prix ? L'auteur ne le dit pas. Mais sans doute à bien meilleur prix que lorsque la firme les revendit en 1983 dans le cadre des opérations immobilières du Front de Seine !

La guerre, cela signifie les moyens de l'État au service de l'industrie, la suspension des lois sociales ; l'Union sacrée avec la CGT lui assura malgré tout la paix sociale jusqu'en 1917, cela malgré la journée de onze heures en équipe, – onze heures de jour, onze heures de nuit, avec une heure trente de pause pour les repas, – sept jours sur sept, les congés supprimés, car l'effort de guerre justifiait tout, l'exploitation et les profits accrus.

En échange André Citroën fit quelques gestes plus spectaculaires qu'efficaces, comme la création d'un service de soins dentaires gratuits à l'usine car il avait remarqué que les maux de dents sont une cause d'absentéisme fréquent ; il créa aussi une crèche modèle, on devrait dire modèle-réduit, pouvant accueillir 60 enfants. Or il y avait à la fin de la guerre 6 000 femmes employées aux usines Citroën sur les 11 500 salariés, et les femmes fournissaient 90% du personnel de montage sur les chaînes.

Mais un André Citroën ne fait du social que quand cela l'arrange. En 1933, quand il veut agrandir et moderniser à nouveau ses usines qu'il a reconverties au lendemain de la guerre dans la production massive d'automobiles, il n'hésite pas à provoquer une grève, en diminuant de 10% les salaires des ouvriers, puis en lockoutant les grévistes... ce qui lui permet d'entreprendre en quelques mois sous la protection de la police les travaux nécessaires.

L'enrichissement d'André Citroën au cours de la guerre a bien fait quelque peu scandale dans les années qui suivirent. L'État réclama sa part en établissant des impôts rétroactifs sur les bénéfices de guerre, que Citroën réussit en partie à ne pas payer. On lui reprocha aussi d'avoir multiplié par cent les factures adressées à l'État lors de la mise en route d'une manufacture d'obus à Roanne, mais le plus gros du scandale fut étouffé par des "ministres et amis" écrit Sylvie Schweitzer.

On aimerait souvent avoir plus de précisions, bien des choses sont évoquées de façon trop allusive. Cependant ce livre témoigne de ce que fut l'ascension d'un capitaine d'industrie de la suave société capitaliste.

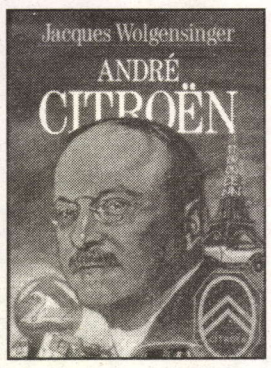
Cécile BERNIER

André Citroën,
de Sylvie Schweitzer –
Éditions Fayard, 110 F.



Avant les voitures, les obus. Fabrication de munitions dans l'usine de Javel durant la guerre de 1914-1918.

• de Jacques Wolgensinger



Jacques Wolgensinger, journaliste, fut directeur de la communication pendant 30 ans chez Citroën. Et apparemment la firme automobile est pleinement satisfaite de la biographie de son fondateur qu'il a rédigée puisqu'elle l'envoie en cadeau aux fidèles et bons clients de la marque. Autant dire qu'il s'agit surtout d'un panégyrique en règle.

Le livre est certes agréable à feuilleter, d'autant plus qu'il y a des photos anciennes de la collection Citroën.

Anecdotique, on y retrouve en vrac l'actualité politico-mondaine des années de la Belle Époque. Le sens de la publicité d'André Citroën est particulièrement vanté, depuis l'illumination de la Tour Eiffel, avec le nom de la firme, jusqu'à la visite de Lindbergh à Javel à l'issue de sa traversée de l'Atlantique. André Citroën faisait flèche de tout bois...

On y trouve aussi un exposé sur la politique "sociale" de Citroën pendant la guerre vis-à-vis de "ses" ouvrières, où sans rire l'auteur évoque avec une certaine admiration les séances de gymnastique destinées à maintenir les ouvrières en forme ; en effet à la suite du repas pris en une demi-heure, une heure de gymnastique qui vient s'ajouter aux 11 heures de chaîne, c'est un vrai régime de forme !

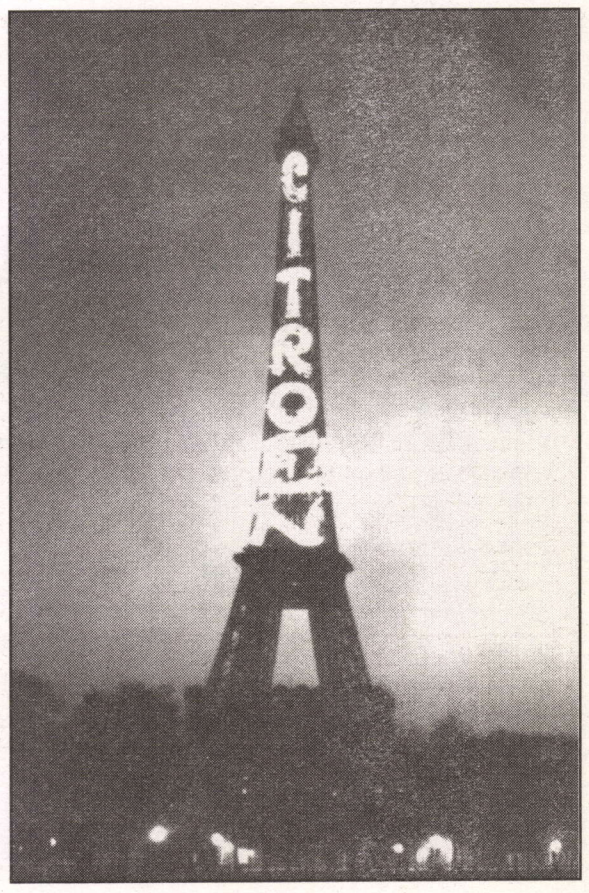
Tout est prétexte à vanter le génie de Citroën. S'intéresse-t-il à la mode et à ses mécanismes ? N'allez pas y voir de la frivolité, mais une idée de recherche pour lancer "la mode automobile". André Citroën mène une joyeuse vie de fêtard et flambe à la table des casinos, c'est qu'il est généreux et a trouvé ainsi un moyen de faire parler de lui, donc de ses voitures. On y apprend aussi qu'André Citroën *"était doué d'un pouvoir d'assimilation et de compréhension ultra-rapide, d'un jugement critique percutant, d'une imagination créatrice s'analysant en une capacité à combiner selon des relations nouvelles des éléments apparemment étrangers"*, bref, que *"il fonctionnait sur le schéma du cycle à quatre temps des moteurs qu'il mettait sur ses voitures : 1. Écoute (admission) ; 2. Réflexion (compression) ; 3. Décision-action (explosion-détente) ; 4. Exploitation (échappements)."*

Si l'on comprend bien, ce n'était plus un homme mais un moteur ! Ceux de nos lecteurs curieux de prose patronale, en trouveront dans ce livre un exemple achevé, poussé jusqu'au ridicule parfois ; ils y trouveront aussi une philosophie d'entreprise qui bien que vieille de 70 ans semble toujours être à la mode chez Citroën encore aujourd'hui... et chez bien d'autres patrons !

C.B.

André Citroën, *de Jacques Wolgensinger (Flammarion – 130 F)*

Photos extraits du livre de Jacques Wolgensinger



La célèbre pub de 1925 sur la Tour Eiffel.

Lire

... et un poème de Jacques Prévert

"A la porte des maisons closes
C'est une petite lueur qui luit...
Mais sur Paris endormi, une grande lumière s'étale :
Une grande lumière grimpe sur la tour,
Une lumière toute crue.
C'est la lanterne du bordel capitaliste,
Avec le nom du tôlier qui brille dans la nuit.

Citroën ! Citröen !

C'est le nom d'un petit homme,
Un petit homme avec des chiffres dans la tête,
Un petit homme avec un sale regard derrière son lorgnon,
Un petit homme qui ne connaît qu'une seule chanson,
Toujours la même.
Bénéfices nets.

Millions... Millions.

Une chanson avec des chiffres qui tournent en rond,
500 voitures, 600 voitures par jour.
Trottinettes, caravanes, expéditions, auto-chenilles, camions...
Bénéfices nets...

Millions... Millions...

Citron... Citron... (...)"

Ces lignes sont extraites d'un texte rédigé un matin de mars 1933 à 6 h par Jacques Prévert pour être dit à 8h30 devant les grévistes des usines Citroën par le "Groupe Octobre", troupe de théâtre d'agitation pour lequel il écrivait des textes de dénonciation de la société capitaliste dans le style de celui-ci et dont firent partie Raymond Bussières, Maurice Baquet, Jean-Paul Le Chancis, Yves Allégret, Marcel Duhamel et quelques autres...

Quant à cette grève pour les salaires, dirigée par un comité de grève de 120 travailleurs, elle allait contribuer à redonner le moral à la classe ouvrière après des années de dépression.

J.F.

Voir

L'accompagnatrice
de Claude Miller

Dans le Paris occupé de la dernière guerre mondiale, une cantatrice talentueuse (Elena Safonova) mène une très brillante carrière. De son côté, son mari (Richard Bohringer), riche homme d'affaires, ne s'embarrasse guère de scrupules pour continuer à gagner beaucoup d'argent grâce aux occupants et à certaines complicités de milieux bien français. Tel est le couple dont une jeune pianiste sans le sou (Romane Bohringer) devient "l'accompagnatrice" dans tous les sens du terme. Musicalement d'abord puisqu'elle est au piano, en privé comme sur scène, l'accompagnatrice de la chanteuse. Ensuite, tout au long du périple finalement décidé afin de fuir la France occupée. Enfin, sentimentalement, au fur et à mesure que la jeune pianiste observe et participe aux émois secrets, aux désespoirs et aux amours qui ébranlent la vie du couple.

Bien interprété, ce film a de quoi séduire tous les amateurs de chant avec des airs très beaux de Berlioz, Schubert, Massenet, etc. (la soprane Laurence Monteyrol prête sa voix à l'actrice). Et puis, avec en toile de fond une certaine image des années de guerre à Paris puis à Londres, il déroule sans heurts l'histoire de la relation complexe qui s'établit entre les trois personnages, entre le couple et la jeune fille, témoin admiratif, complice mais aussi jaloux. Un film qui se laisse voir même si, comme le souligne le metteur en scène, il n'est inspiré que "très librement" du roman du même nom de Nina Berberova, dont il ne faut donc pas rechercher vraiment ici l'atmosphère ou les personnages.

L.P.



La mort vous va si bien

Pas la peine d'aller voir ce film si l'on a l'humeur triste : il s'agit d'une comédie loufoque, jouée avec brio (par Meryl Streep entre autres) et force truquages.

Pour les beaux yeux d'un artiste peintre un peu spécial, une femme jalouse part à la recherche du filtre de jeunesse et de beauté éternelle. Et elle le trouve ! Ce qui lui vaut bien des déboires, en particulier avec une rivale tenace et qui sait, elle aussi, parfaitement garder la forme...

Tout en rebondissements, en scènes cocasses et en bagarres créant pas mal de dégâts – passagers – sur les belles, le film donne parfois l'impression de "déjà vu" tout en conservant jusqu'au bout un rythme et des effets très spéciaux qui font la joie du spectateur.

L.P.

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle. Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie. Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIERE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Cha-troussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 14 000 exemplaires. Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris. Impression : Roto de Paris, La Plaine Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
.....
CODE POSTAL et VILLE : .....
.....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
.....

Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de :
.....
(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de : .....

Règlement :
- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

Bosnie-Herzégovine

LE PARTAGE SOUS L'ÉGIDE DES OCCIDENTAUX

Morvan-Gamma



La Conférence de Genève.

La Conférence de Genève sur la Bosnie, suspendue lundi 4 janvier, ne devait reprendre que le dimanche 10. Seul le leader des Croates de Bosnie a signé tous les documents du "paquet global" de règlement soumis par les coprésidents de la Conférence, Cyrus Vance pour l'ONU et David Owen pour la CEE. Le représentant des Musulmans bosniaques a , quant à lui, exigé des dirigeants nationalistes serbes la reconnaissance d'une Bosnie unie et indivisible et un contrôle international sur leur armement lourd. Enfin, Rodovan Karadzic, le représentant serbe, a estimé que l'actuelle République doit devenir "une communauté d'Etats souverains" et indépendants.

Les positions des uns et des autres apparaissent donc pour l'heure inconciliables mais les diverses factions nationalistes se sont tout de même rencontrées pour discuter d'un partage de l'actuelle Bosnie-Herzégovine en quatre zones à dominante respectivement musulmane, croate ou serbe, seuls Sarajevo et les alentours de la capitale étant encore considérés comme une zone ethniquement mixte. Le caractère multi-ethnique de cette République de l'ex-Yougoslavie a donc volé officiellement en éclats après que les populations eurent subi dans leur vie quotidienne, quand ce n'est pas dans leur chair, les diktats nationalistes.

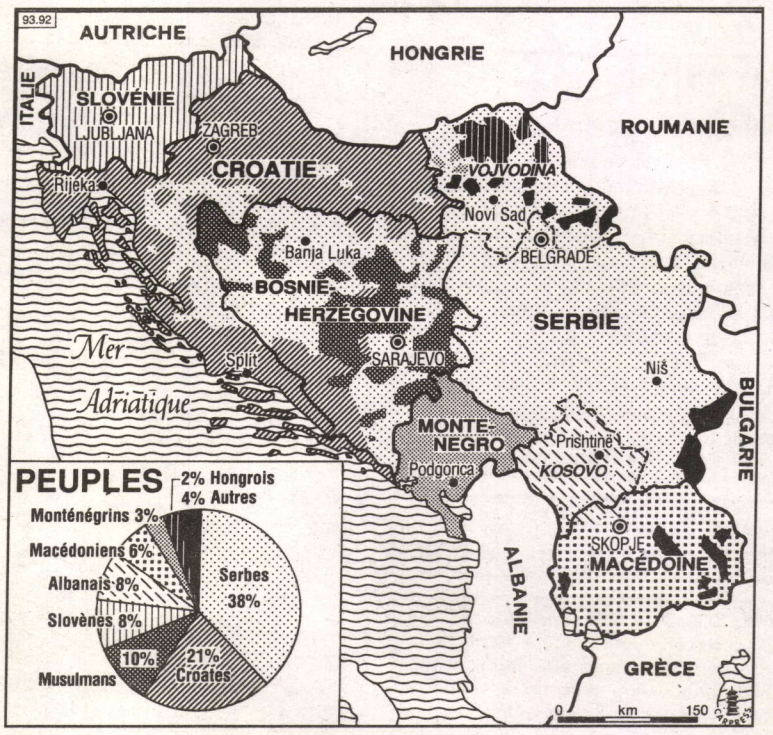
Bourreaux nationalistes et diplomates "civilisés"...

Les buts de guerre des dirigeants serbes ou croates étaient depuis longtemps clairs quant au devenir de la Bosnie-Herzégovine et se manifestaient dans tous les aspects de leur politique. La purification ethnique mise en œuvre par les nationalistes serbes et dans une moindre mesure croates n'est, pour odieuse qu'elle soit, que l'aboutissement logique des objectifs poursuivis : rendre ethniquement homogènes les régions conquises afin de pouvoir aisément les incorporer aux Etats serbe ou croate existants. Des pourparlers, carte à l'appui, avaient d'ailleurs eu lieu à plusieurs reprises entre dirigeants serbes et croates pour définir d'un commun accord les différentes zones de partage. Et les Musulmans qui, contre les Serbes, étaient alliés aux Croates se méfiaient parfois publiquement de leurs amis d'un jour, sachant qu'eux aussi avaient des visées territoriales sur le territoire de la Bosnie-Herzégovine.

... D'accord pour tailler dans la chair des peuples

Mais ce qui est apparu comme nouveau dans la Conférence de Genève a été l'acceptation d'un découpage par les Occidentaux, européens et américains. Ce sont même eux qui l'ont proposé. Et quel découpage ! Un véritable puzzle où les régions d'un même ensemble national se trouvent souvent séparées les unes des autres. Des corridors devraient permettre de relier ces provinces entre elles... en théorie.

Certes cet édifice aberrant s'inscrirait, aux dires des responsables de l'ONU et de la CEE, dans un Etat décentralisé au sein duquel l'essentiel des fonctions gouvernementales serait assuré dans chacune des dix provinces, mais dont aucune ne pourrait être reconnue sur le plan international, ni n'aurait le droit de passer des accords avec des pays étrangers. Toujours en théorie cette dernière clause interdirait aux provinces serbes ou croates de s'intégrer aux Etats du même nom.



Les différents peuples de l'ex-Yougoslavie. En Bosnie-Herzégovine les populations sont inextricablement mêlées.

Mais si l'accord proposé par les Occidentaux venait à être avalisé, qui pourrait empêcher les nouvelles provinces serbes ou croates (au sein desquelles l'essentiel des fonctions gouvernementales serait assuré) d'intégrer le giron de leur "mère-patrie" respective ?

Dans la guerre qui ensanglante la Bosnie-Herzégovine, Européens et Américains s'étaient prétendument souciés du sort des populations, d'aide humanitaire, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. On voit ce qu'il en est aujourd'hui. Les représentants de l'ONU et de la CEE ont tout simplement avalisé les rapports de force militaire entre les bandes nationalistes rivales serbes, croates ou musulmanes.

La barbarie à visage... "humanitaire" ?

Pendant des semaines, l'évolution de la situation en Bosnie-Herzégovine a été, et reste toujours d'ailleurs, suspendue à la menace d'une intervention militaire. Il fallait, nous a-t-on dit, sauver des vies humaines, permettre aux convois humanitaires d'atteindre leurs destinations, faire respecter les droits de l'homme, etc. Les médias, des hommes politiques, des intellectuels, des associations comme Médecins du monde ou Médecins sans frontières avaient été mis à contribution pour distiller dans la conscience de l'opinion un prétendu droit d'ingérence humanitaire.

Mais si la guerre est toujours la continuation de la politique par d'autres moyens, quels peuvent être aujourd'hui, après la Conférence de Genève, les buts d'une telle intervention ? Faire admettre par la force si nécessaire le plan de découpage de la Bosnie présenté par les Occidentaux ? Mais alors contre qui ? Les nationalistes croates qui l'ont déjà accepté ? Les nationalistes serbes qui sont assez avantagés par le partage proposé ? Ou bien les nationalistes musulmans qui le refusent ?

Lorsque les principales puissances impérialistes brandissent des menaces d'intervention, ce n'est jamais réellement pour des raisons humanitaires, pour sauver des populations mais toujours pour imposer des régimes stables qui puissent être des relais à leur domination. Et si cela doit se faire par accord avec des dirigeants politiques pourris, peu leur importe. Ce qui est sûr en tout cas, c'est que dans ces calculs l'intérêt des peuples est toujours absent.

Georges LATTIER

Lutte Ouvrière - Directeur de la Publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n°64-995